



Canada Case Study

Co-Construction of Public Policy for the Social Economy

Authors

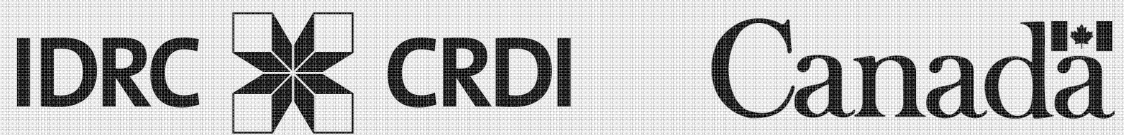
Paul Chamberlain and Mike Toye

Canadian CED Network

Geneviève Huot and Émilien Gruet

Chantier de l'économie sociale

October 2011



Produced by the / Produit par le / Producido por el
Chantier de l'économie sociale
All rights reserved / Tous droits réservés / Todos los derechos reservados
© Chantier de l'économie sociale 2011



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

ecosoci@chantier.qc.ca
www.chantier.qc.ca

This work was carried out with support from Canada's International Development Research Centre (IDRC) and Human Resources and Skills Development Canada (HRSDC). The views expressed in this paper are those of the authors and do not necessarily reflect the views of IDRC or HRSDC.

Ces travaux ont été exécutés avec le soutien du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), organisme canadien, et de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC). Les points de vue exprimés dans le document n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribués au CRDI ou à RHDC.

Este trabajo se llevó a cabo con el apoyo del Centro de Investigación para el Desarrollo Internacional (CRDI), Canadá, y de Recursos humanos y Desarrollo de capacidad Canadá (RHDC). Las opiniones expuestas en dicho documento son de los autores y no reflejan necesariamente la visión del CRDI o de RHDC.

A Word from Margie Mendell

President, Research Committee FIESS

A Research Committee of the FIESS, made of academics and representatives from Canadian and international organizations, was convened to prepare five working papers on the Forum's themes, one synthesis paper on the broad theme of FIESS and six case studies. These background documents are available thanks to the generous support of three major partners of FIESS: the International Development Research Center (IDRC), the International Labour Organisation (ILO), the Center for International Studies and Cooperation (CECI) and Human Resources and Skills Development Canada (HRSDC).

The objective of the working papers, written by experts on each of the five FIESS themes, is to provide an overview of the challenges and issues raised by each of the Forum's themes (territory and local development; innovation and collective entrepreneurship; solidarity finance; work and employment and food security and sovereignty) and the relations between government and civil society in several countries that are useful illustrations of collaborative approaches to policy formation. These papers document experiences in many parts of the world that have significant heuristic value; they are not presented as best practices or as models to replicate. They situate the discussions in different national contexts and introduce pertinent theoretical debates on the role of the social and solidarity economy today. As the social and solidarity economy continues to evolve, these papers are offered as a "work in progress". Their purpose is to stimulate debate and discussion among FIESS participants.

The case studies are not limited to a single experience within each country. They include a variety of initiatives (national, regional or municipal) and provide an overview of the current and potential partnerships between government and civil society. The case studies document a broad array of experiences in six countries on four continents where the social and solidarity economy has made significant progress (Canada, Brazil, Mali, Bolivia, Spain and South Africa). More specifically, they describe the processes underlying the co-construction of public policy that address one or more of the forum's themes. Each case study was co-authored by practitioners and local researchers and coordinated by the Research Committee, reflecting the commitment of the Forum to develop and nurture an ongoing dialogue between the different actors engaged in the social and solidarity economy and to create opportunities for collaboration.

As President of the Research Committee, I would like to thank all its members for their hard work and dedication. Finally, as you will notice, these papers have been written in several languages. They are available in their original language except for the Brazilian case study which was translated into Spanish. I hope these documents will inspire a rich and constructive dialogue among FIESS participants and contribute to the growth of social and solidarity initiatives throughout the world.

Présentation des activités de recherche

Margie Mendell

Présidente du comité scientifique du FIESS

Un comité scientifique du FIESS, incluant des chercheurs du milieu universitaire et des représentants d'organisations canadiennes et internationales, a été formé pour préparer des documents de travail portant sur les cinq thématiques du forum, une recherche transversale et six études de cas. Ce projet a pu voir le jour grâce à la volonté et au soutien de trois partenaires majeurs de l'événement, soit le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC).

L'objectif de ces documents de travail est de dresser un état des lieux synthétique des enjeux et des défis entourant chacun des cinq sous-thèmes du forum, (territoire et développement local, innovation sociale et entrepreneuriat collectif, finance et commerce solidaires, emploi et travail, sécurité et souveraineté alimentaires) et de faire le point sur l'état de la recherche sur ces questions tout en faisant ressortir les enjeux liés aux relations entre les pouvoirs publics et la société civile. Ces textes abordent les différentes problématiques de manière générale en incluant des exemples pertinents mettant en évidence les enjeux et les défis liés aux questions soulevées. Ces exemples sont davantage des illustrations que des modèles à reproduire. Pour réaliser ces travaux, le comité scientifique a invité plusieurs experts reconnus sur chacun de ces cinq thèmes à se pencher sur la pertinence des initiatives d'économie sociale et solidaire comme réponse aux grands défis rencontrés dans ces différents domaines.

Par ailleurs, ces documents n'ont pas la prétention d'imposer une vérité ou d'orienter les échanges qui auront lieu durant le forum, mais bien d'offrir une mise à jour aux participants et de nourrir les discussions et les débats. Ces recherches peuvent être considérées comme des travaux en cours (*work in progress*) qui devront être poursuivis par les participants. Enfin, ces documents permettent également de situer dans un contexte plus large les études de cas nationaux.

Les études de cas ne se limitent pas à une expérience par pays mais couvrent un ensemble d'initiatives (nationales, régionales ou municipales) et donne un aperçu des relations et des éventuels partenariats entre les pouvoirs publics et la société civile dans un pays donné. Plus précisément, les chercheurs ont étudié, en partenariat avec des praticiens, les dynamiques de co-construction de politiques publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire et en lien avec un ou plusieurs des cinq thèmes du forum. Les études de cas offrent un large éventail d'expériences à travers l'étude de 6 pays sur quatre continents où l'économie sociale et solidaire a connu des avancées significatives (Canada, Brésil, Mali, Bolivie, Espagne et Afrique du Sud). Chaque étude est le fruit d'une collaboration entre praticiens et chercheurs locaux coordonnée par le comité scientifique. En ce sens, ces travaux s'inscrivent naturellement dans ce forum voué à la construction d'un dialogue pérenne entre les différents acteurs de l'économie sociale et solidaire.

En tant que présidente du comité scientifique, j'aimerais remercier tous ses membres pour leur travail assidu et leur dévouement. Enfin, comme vous pourrez le constater, ces travaux ont été réalisés en plusieurs langues. Ils sont disponibles dans leurs langues originales, sauf l'étude de cas sur le Brésil qui a été traduite en espagnol. J'espère que ces documents vont inspirer un dialogue riche et constructif entre les participants du FIESS et que, de ce dialogue, naîtront des initiatives concrètes en faveur de l'ESS.

Presentación de las actividades de investigación

Margie Mendell

Presidenta del comité científico del FIESS

Un comité científico del FIESS, compuesto por investigadores universitarios y representantes de organizaciones canadienses e internacionales, fue formado para preparar documentos de trabajo sobre los cinco temas del foro, un estudio transversal y seis estudios de caso. Este proyecto ha sido posible gracias a la voluntad y el apoyo de tres de los socios principales del evento, que son el Centro de Investigaciones para el Desarrollo Internacional (IDRC), la Organización Internacional del Trabajo (OIT), el Centro de Estudios y de Cooperación Internacional (CECI) y Recursos humanos y Desarrollo de capacidad Canadá (RHDC).

El objetivo de estos documentos es proporcionar un resumen general de las cuestiones y desafíos de cada uno de los cinco sub-temas del foro (Territorio y desarrollo local, Innovación y emprendimiento colectivo, Finanzas y comercio solidarios, Empleo y trabajo, Seguridad y soberanía alimentarias) y ofrecer un estado de la situación de la investigación sobre estos temas, destacando además las cuestiones vinculadas con las relaciones entre los poderes públicos y la sociedad civil. Los textos tratan los temas de una manera general, mediante la inclusión de ejemplos relevantes que destaquen los asuntos y desafíos relacionados con las cuestiones planteadas. Estos ejemplos son ante todo planteados a modo ilustrativo, más que modelos a replicar. Para realizar estos trabajos, el comité científico ha invitado a varios expertos reconocidos en cada uno de estos cinco temas para examinar la pertinencia de las iniciativas de economía social como respuesta a los grandes desafíos en estas áreas.

Además, estos documentos no pretenden imponer una verdad o dirigir los intercambios que tendrán lugar durante el Foro, sino que representan un intento de proporcionar a los participantes una actualización sobre los temas y alimentar las discusiones y debates. Estas investigaciones pueden considerarse como un trabajo en progreso (*work in progress*) a perseguir por los participantes. Por último, estos documentos permiten también insertar los estudios de casos nacionales en un contexto más amplio.

Los estudios de casos no se limitan a una experiencia por país, sino que abarcan una serie de iniciativas (nacionales, regionales o municipales) y describen las relaciones y las posibles colaboraciones entre los poderes públicos y la sociedad civil en un país dado. En concreto, los investigadores estudiaron, en colaboración con los profesionales, las dinámicas de co-construcción de políticas públicas para la economía social y en relación con uno o más de los cinco temas del foro. Los estudios de casos ofrecen una amplia gama de experiencias a través del estudio de seis países en cuatro continentes, donde la economía social ha experimentado avances significativos (Canadá, Brasil, Mali, Bolivia, España y Sudáfrica).

Cada estudio es el resultado de una colaboración entre profesionales e investigadores locales coordinados por el comité científico. En este sentido, estos trabajos encajan adecuadamente en un foro dedicado a la construcción de un diálogo permanente entre los diferentes actores de la economía social y solidaria. Como Presidenta del Comité Científico, quisiera agradecer a todos los miembros por su duro trabajo y dedicación. Finalmente, como usted habrá podido notar, estos trabajos se han realizado en varios idiomas. Todos están disponibles en su idioma original, a excepción del estudio de Brasil, que ha sido traducido al español. Espero que estos trabajos inspiren un diálogo rico y constructivo entre los participantes del FIESS y que de este diálogo puedan surgir iniciativas concretas para la ESS.

Executive Summary

The social and solidarity economy in Canada has a long and rich history of practice, although the conceptualization of these activities and the language used to describe them has varied and continues to evolve.

The representation of co-operatives in Canada has been established for more than a century, but non-profits and community groups combining social and economic objectives have only begun formally organizing as a sector in the last 15 years. This is most advanced in the province of Québec, where strong community sector mobilization in the mid-1990s led to the creation of the Chantier de l'économie sociale. In the rest of Canada, grassroots community action combining economic and social objectives, has tended to identify under the rubric of community economic development, organized under the Canadian CED Network since 1999. More recently, the concepts of social enterprise and social finance have begun to gain currency as well, though the term "solidarity economy" is rarely used in Canada.

The last decade has produced significant research and new literature on the social economy in Canada. Public policy is a prominent theme in this work. While the absence of a nationally consistent definition has made precise measurements of the size and scope of the social economy difficult to establish, it is clear that the social economy is active in all the five theme areas under discussion at FIESS.

In Québec, where the sector is highly organized, an 'innovation system' to support the development of the social economy includes several activities that are key to the strategic development of the social economy, including: consultation, representation and promotion; support for the development of collective enterprises; financing; human resource training and development, and partnership research.

The paper presents some of the most notable illustrations of collaborative processes between civil society actors and all three levels of government in the development and implementation of supportive public policies. In Quebec, these include a provincial Summit that represented a breakthrough in civil society's role in public debate; a government partnership for the administration of co-operative development activities; a provincial conference that laid the groundwork for the co-construction of a government action plan to support the social economy; and a municipal partnership to support the social economy by the City of Montréal. In the rest of Canada, a federal initiative to enhance access to capital, training and research as well as a vehicle for co-construction; a provincial program to create local investment funds; a provincial tax credit to support co-operative development, and various place-based programs and initiatives are profiled.

On the whole, Québec offers the only example of co-ordinated and systematic strategies to develop the social economy, although the federal social economy initiative offered the potential of this during its short existence. In provinces other than Québec and in other federal initiatives, measures supporting the development of the social economy are targeted to specific sectors and tend to be fragmented. The Government of Canada is generally not as advanced as many European countries in using co-construction to develop social policy, or in supporting the unifying structures needed to facilitate strong and inclusive civil society participation in the process. Where policies have achieved a degree of prominence at the provincial level within

Canada, they are often associated with strong civil society movements, as with the federated structure of the Chantier in Quebec, and the coalition around community economic development in Manitoba.

Résumé

Au Canada, l'économie sociale et solidaire a une riche et longue histoire. Ceci dit, la conceptualisation de ces initiatives et le vocabulaire utilisé pour les décrire a beaucoup changé et continue d'évoluer.

Les structures de représentation des coopératives au Canada sont bien établies depuis plus d'un siècle, mais les organisations à but non lucratif et les groupes communautaires, combinant des objectifs sociaux et économiques, ont pour leur part commencé à devenir un secteur à part entière il y a seulement une quinzaine d'année. La constitution de ce secteur est très avancée dans la province du Québec, où dans les années 1990, une forte mobilisation communautaire a mené à la création du Chantier de l'économie sociale. Dans le reste du Canada, les actions communautaires combinant des objectifs économiques et sociaux ont eu tendance à rentrer sous le vocable de développement économique communautaire. Ces organismes sont rassemblés au sein du Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC) depuis 1999. Plus récemment, les concepts d'entreprises sociales et de finance sociale sont également devenus d'un usage courant. Le terme d'« économie solidaire » reste lui assez peu utilisé au Canada.

Durant la dernière décennie, des nombreuses recherches ont été menées au Canada aboutissant à une nouvelle et abondante littérature traitant d'économie sociale. Les politiques publiques en sont un thème prédominant. Alors que l'absence d'une définition nationale consensuelle a rendu difficile une évaluation précise de la taille et de la portée de l'économie sociale, il est clair que celle-ci est active dans les cinq thèmes discutés durant le FIESS.

Au Québec, où le secteur est très organisé, un « système d'innovation » contribue au développement stratégique de l'économie sociale à travers plusieurs activités, incluant : consultation, représentation et promotion; soutien au développement des entreprises collectives; financement; formation de ressources humaines, et recherche partenariale.

Ce document présente certains exemples probants illustrant les processus collaboratifs entre les acteurs de la société civile et les trois niveaux de gouvernement dans le développement et la mise en place de politiques publiques favorables à l'ESS. Au Québec, elles ont donné lieu à un sommet provincial qui fut une avancée majeure pour la société civile quant à son rôle dans le débat public, à un partenariat public pour l'administration d'activités de développement des coopératives; à une conférence provinciale qui a jeté les bases de la coconstruction d'un plan d'action gouvernemental en faveur de l'économie sociale; et à un partenariat municipal de soutien à l'économie sociale avec la Ville de Montréal. Dans le reste du Canada, ces politiques ont aboutis à une initiative fédérale améliorant l'accès au capital, à la formation et à la recherche comme véhicule pour la coconstruction; à un programme provincial pour créer des fonds d'investissement locaux; à un crédit d'impôt provincial pour soutenir le développement des coopératives, et à divers initiatives et programmes locaux qui sont décrites ici.

Dans l'ensemble, bien que l'initiative fédérale d'économie sociale ait montré un certain potentiel durant sa courte durée de vie, le Québec offre le seul exemple de stratégies coordonnées et systématiques de développement de l'économie sociale. Dans les autres provinces, et parmi les autres initiatives fédérales, les mesures soutenant le développement de l'économie sociale sont ciblées sur des secteurs spécifiques et souvent trop fragmentées. Le gouvernement du Canada n'est généralement pas aussi avancé que nombre de pays européens dans le coconstruction de politiques publiques sociales, ou dans le soutien des structures fédératrices qui est nécessaire pour stimuler une participation forte et inclusive de la société civile dans ce processus. Au Canada, le succès de certaines politiques provinciales est souvent intimement lié à l'implication d'importants mouvements de la société civile, comme la structure fédérée du Chantier de l'économie sociale au Québec et la coalition de développement économique communautaire au Manitoba.

Resumen

En Canadá, la economía social y solidaria tiene un largo y rico recorrido histórico en su práctica, aunque la concepción de estas actividades y el lenguaje utilizado para su descripción haya variado y siga evolucionando en la actualidad.

La representación de cooperativas en Canadá se estableció hace más de un siglo, pero las organizaciones sin ánimo de lucro y los grupos comunitarios con objetivos tanto sociales como económicos han comenzado a organizarse de manera formal como sector sólo en los últimos 15 años. Esto está más desarrollado en la provincia de Québec, donde una fuerte movilización del sector comunitario a mediados de la década de los años 90 llevó a la creación del Chantier de l'économie sociale. En el resto de Canadá, la acción militante comunitaria con objetivos tanto económicos como sociales, ha tendido a ser identificada como desarrollo económico comunitario (CED), organizado por la Red Canadiense de CED, desde 1999. Más recientemente, los conceptos de empresa social y finanza social también han empezado a hacerse habituales, a pesar de que el término "economía solidaria" se utiliza muy poco en Canadá.

En la última década se ha producido tanto investigación significativa como nueva literatura respecto a la economía social en Canadá. Las políticas públicas son un tema destacado en este trabajo. Mientras que la ausencia de una definición coherente a nivel nacional ha hecho precisas medidas respecto a la magnitud y al alcance de la economía social, difíciles de ser establecidas, está claro que la economía social está presente en las cinco áreas temáticas de discusión del FIESS.

En Québec, donde el sector está muy organizado, un "sistema de innovación" para apoyar el desarrollo de la economía social comprende varias actividades clave para el desarrollo estratégico de la economía social, lo que incluye: consulta, representación y promoción; apoyo del desarrollo de empresas colectivas; financiación; formación y desarrollo de recursos humanos, e investigación respecto al partenariado.

Este artículo presenta algunos de los ejemplos más notables de los procesos de colaboración entre la sociedad civil y los tres niveles de gobierno en el desarrollo e implementación de políticas públicas de apoyo. En Québec, éstos incluyen; una cumbre provincial que supuso un

avance significativo respecto al papel de la sociedad civil en el debate público; un partenariado con el gobierno para la administración de actividades de desarrollo cooperativo; una conferencia provincial que marcó las bases para la co-construcción de un plan de acción del gobierno para apoyar la economía social; y un partenariado municipal para apoyar la economía social en la ciudad de Montréal. En el resto de Canadá: una iniciativa federal para potenciar el acceso a capital, formación e investigación, así como un vehículo para la co-construcción; un programa provincial para crear fondos de inversión local; un crédito fiscal provincial para apoyar el desarrollo de cooperativas, y se perfilan varios programas e iniciativas locales.

En su conjunto Québec resulta el único ejemplo de estrategias coordinadas y sistemáticas para desarrollar la economía social, aunque la iniciativa federal respecto a la economía social mostraba el mismo potencial durante su corta existencia. En el resto de las provincias y en otras iniciativas federales, las medidas de apoyo al desarrollo de la economía social se dirigen a sectores específicos y tienden a estar fragmentadas. En general, el Gobierno de Canadá no está tan avanzado como muchos países europeos en el uso de la co-construcción para el desarrollo de políticas públicas, o en el apoyo a las estructuras unificadoras necesarias para facilitar una participación fuerte e inclusiva de la sociedad pública en el proceso. Donde las políticas han alcanzado un grado de importancia a nivel provincial en Canadá, éstas se asocian a menudo con fuertes movimientos de la sociedad civil, como es el caso de la estructura federal del Chantier en Québec, y la coalición en torno al desarrollo económico comunitario en Manitoba.

Foreword

Le Canada est une fédération rassemblant dix provinces et trois territoires qui ont chacune une histoire et des réalités propres. Parmi ces provinces, le Québec se démarque à bien des égards (histoire, culture, langue, etc.) ainsi que, nous le verrons, par une économie sociale plus développée que chez ses voisines. Cette étude reflète ces réalités multiculturelles et multilingues qui forment notre quotidien. C'est dans cet esprit que nous avons choisi d'offrir un document bilingue (anglais/français) aux participants du FIESS.

Avant-propos

Canada is a federation uniting ten provinces and three territories which each have their own history and reality. Among these provinces, Quebec distinguishes itself on many levels (history, culture, language, etc.) as well as by a social economy that is more developed than in the other provinces. This study reflects these multicultural and multilingual realities of which our daily life is made up. It is in this spirit that we have decided to provide a bilingual paper (English/French) to the FIESS participants.

Acknowledgements / Remerciements

Thank you to the following contributors for comments and feedback on previous drafts / Merci à toutes les personnes ayant contribué à cette étude par leurs précieux commentaires :

Marguerite Mendell, Concordia University; Michael Toye, Canadian CED Network; Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale; Yves Vaillancourt, Université du Québec à Montréal; Neil Bradford, University of Western Ontario; Peter Hall, Simon Fraser University; Rupert Downing, Canadian CED Network, Brendan Reimer, Canadian CED Network.

Contents

| | |
|---|-----------|
| Introduction..... | 1 |
| 1. Existing Public Policies Related to the Themes Studied..... | 2 |
| 2. Selective Summary of Existing Literature..... | 2 |
| 3. The State of the Field in Canada | 4 |
| 3.1 The Contribution and Role of the Social Economy in Relation to the Themes Addressed by the FIESS | 5 |
| 3.2 Existing Organizations and Networks..... | 6 |
| 4. The State of the Field in Québec..... | 6 |
| 4.1 Concertation, représentation et promotion | 7 |
| 4.2 Appui au développement..... | 8 |
| 4.3 Financement | 8 |
| 4.4 Formation et développement de la main-d'œuvre..... | 8 |
| 4.5 Recherche partenariale | 8 |
| 4.6 Instances gouvernementales | 9 |
| 5. Illustrations of the Development and Implementation of Public Policies in Canada and Québec..... | 10 |
| 5.1 Le Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996 | 10 |
| 5.2 La politique de développement des coopératives..... | 13 |
| 5.3 Le Sommet sur l'économie sociale et solidaire de 2006 et l'élaboration du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif en 2008..... | 14 |
| 5.4 Le partenariat en économie sociale de la Ville de Montréal | 15 |
| 5.5 The Federal Social Economy Initiative | 15 |
| 5.6 Nova Scotia's Community Economic Development Investment Funds (CEDIFs) | 16 |
| 5.7 Manitoba's Co-op Tax Credit..... | 17 |
| 5.8 Place-Based Programs and Initiatives | 18 |
| 6. Impacts of and Gaps in Existing Public Policies | 20 |
| 6.1 The Role of International Co-operation | 21 |
| 7. Conclusions..... | 22 |
| Bibliography | 24 |
| Appendix: Summary Table of Key Public Policies..... | 29 |

Introduction

The social and solidarity economy in Canada has a long and rich history (Lévesque, 2007; Vaillancourt, 2010; Cabaj, 2004). But despite such a history of practice, the conceptualization of these activities and the language used to describe them has varied, and continues to evolve.

Regardless of the labels applied, the capacity of social and solidarity economy actors to engage in meaningful co-construction of public policy with governments remains in large part tied to the organization of the sector and the capacity of representative bodies to sustain that dialogue.

The representation of co-operatives in Canada is well established. The Canadian Co-operative Association celebrated its 100th anniversary in 2009 (MacPherson, 2009), while its francophone counterpart, the Conseil canadien de la coopération et de la mutualité, was founded in 1946. Similarly, the Conseil québécois de la coopération et de la mutualité has brought cooperatives together in the province of Québec since 1939. On the other hand, non-profits and community groups combining social and economic objectives have only begun formally organizing as a sector in the last 15 years.

The social economy underwent its most recent renaissance in Québec during the mid-1990s following strong community sector mobilization, subsequent recognition from the provincial government, and the formation of the Chantier de l'économie sociale. In the rest of Canada, grassroots community action combining economic and social objectives has tended to identify under the rubric of community economic development, often rooted in a geographic, or 'place-based' approach. The Canadian CED Network was formed in 1999 to give a national voice to those initiatives. More recently, the concepts of social enterprise and social finance have begun to gain currency as well. The term "solidarity economy," however, is rarely used in Canada; its limited use in this paper is a reflection of that.

Despite differences in terminology, the practices represented share to varying degrees the common objectives of developing communities, reducing poverty and exclusion, and providing essential goods and services through the creation of new economic opportunities. The organizations that represent them have become intermediary bodies that not only promote public policies on behalf of their members, but increasingly work constructively with governments, in some cases even delivering government programs.

Working with governments in Canada poses its own challenges. With three levels of government as well as First Nations governments in Canada, changes in government are frequent. The division of powers between governments can be complicated and is shifting at the same time that the role of governments is influenced by broader political and economic trends, including the persistent challenges of a resource economy. Naturally, some governments are more receptive than others to engagement with civil society actors for the development of enabling public policy to support the social economy. But sector representatives have been pragmatic in seizing opportunities as they arise at all levels of government, and creating new ones when they can.

This paper, limited in space, can only begin addressing the issues affecting the co-construction of public policy supporting the social and solidarity economy in Canada. We present a selection of policy measures that have emerged to facilitate the development of new initiatives, along with

the processes that have led to the implementation of these measures. Authors who address specific experiences or aspects of the topic in greater depth are identified for readers who seek more information.

1. Existing Public Policies Related to the Themes Studied

Canada is a confederation of 10 provinces and 3 territories, with legislative powers divided between federal and provincial/territorial levels of government. The federal government has power in a number of areas including criminal law, regulation of trade, defence, money and banking, citizenship, Indian affairs, and unemployment insurance. The provinces have exclusive legislative authority over property and civil rights, administration of justice, education, hospitals, municipal institutions and matters of a local or private nature (Government of Canada, 2010). Municipalities exercise only the powers delegated to them by the provincial government. Areas such as immigration and agriculture are specified as shared between federal and provincial powers in the *Constitution Acts*, but since many of the clauses defining the distinct spheres of authority in the *Constitution Acts* are broadly worded, the resulting ambiguity has led courts to determine other areas of shared powers, including environment and health. It is also important to note that the rights of First Nations and Inuit people are enshrined in the Constitution Act of 1982.

The rigidity of these divisions of power has waxed and waned since confederation, with amendments allowing the federal government to enact a national programs of employment insurance and old age pensions, and more recent intergovernmental accords such as the Agreement on Internal Trade, the Canada-Wide Accord on Environmental Harmonization, Labour Market Development Agreements, and the National Child Benefit. Notably, the negotiation of the Social Union Framework, signed by the federal government and the provinces/territories (except Quebec) emphasized inter-governmental collaboration and public involvement in policy making (Bradford, 2009). However, this shift towards increased collaboration has also been accompanied by significant retrenchment and downloading of services from the federal government to provinces, especially since the mid-1990s. Many of the policies directly affecting the social economy are provincial jurisdiction, limiting the scope of potential federal intervention.

The table included in the Appendix presents key public policies that either directly or indirectly favour the development of the social economy in Québec and the rest of Canada. In the section on Québec, we have also mentioned the agencies that have emerged as a result of a dialogue between government and civil society groups. Some of the policies we present emerged from *Osons la solidarité* (Daring Solidarity), a report tabled by the Task Force on the Social Economy during the 1996 Summit on the Economy and Employment. Others were developed in different contexts.

2. Selective Summary of Existing Literature

Despite the absence of a broad-based agreement on a definition of the social economy across the country, there is a substantial and growing body of literature that has accompanied the growing recognition and use of the term. The extent of literature was greatly enhanced with a first community-university research alliance in Québec, the Alliance de recherche universités-

communautés en économie sociale (ARUC-ÉS). This was followed in Canada by a national program which created six similar regional nodes and a national hub, known as the Canadian Social Economy Research Partnerships (CSERP). Over a five-year period, this program has resulted in more than 300 researchers working on almost as many projects in partnership with social economy organizations across the country¹.

Two recent publications are noteworthy references for insight into current thinking on the social economy in Canada. *Understanding the Social Economy: A Canadian Perspective* by Quarter et al (2009) presents a conceptual model of the social economy that focuses on how organizations in the social economy interact with other parts of society. After examining the components of the social economy, the authors address what they see as critical issues, namely organizational design and governance strategies, financing, and social accounting and accountability. *Living Economics: Canadian Perspectives on the Social Economy, Cooperatives, and Community Economic Development*, edited by J.J. McMurtry (2010), presents essays by several of the leading thinkers in the field from across Canada and grapples with the debates, challenges, and opportunities of the sector. Both books are designed to be used as textbooks for business schools wishing to explore this “third sector” of the economy.

Since policy is often a focus of the intermediary organizations representing the sector, it is not surprising that it is a prominent theme in the literature. A content analysis of research across all six regional nodes found that almost a quarter of the CSERP research projects are policy related (Sharkey et al. 2010). The research addresses national, provincial and municipal policies in all areas of the country related to a wide range of social economy issues, including all of the international forum themes. Amyot et al.’s (2010) CSERP paper draws upon this wealth of information to provide an overview of policy issues facing the sector, highlighting the public policy findings of CSERP research projects, identifying key issues such as market access, finance, enterprise development and local development, and proposing future directions to strengthen the public policy environment.

One advantage of Canada’s multiple jurisdictions is the opportunity to compare different policy environments. Leading provinces such as Québec and Manitoba are profiled by Loxley and Simpson (2007) and Charron (2010), noting the successes and limitations of respective initiatives, as well as the contextual factors which appear to be key. One of those contextual factors is the quality of government-civil society engagement to support the social economy, which numerous authors have analyzed (Vaillancourt, 2008; Vaillancourt, 2011; Brock & Bulpitt, 2007).

Municipalities are the level of government closest to the population, prompting an analysis of some municipal successes and failures to support the social economy. Kain et al. (2010) describe six frameworks for understanding the relationships between local government and CED or social economy partners, including how the City of Edmonton partnered with the Edmonton Community Foundation to create a social enterprise fund to provide bridge financing and development support to social enterprises.

¹ A list of projects is available at http://www.socialeconomyhub.ca/sites/default/files/June_2010_CSERP_Research_Table.doc

In addition to the explicit social economy literature in English, other authors dealing with related issues such as inter-governmental collaboration are relevant. Analyses of initiatives attempting to improve horizontal and vertical integration of programs such as the Urban Development Agreements, has the potential to support the social economy and have a significant impact in revitalizing very high needs urban communities. Despite the limitations and ultimate cancellation of some of the highest profile Urban Development Agreements in Vancouver and Winnipeg, they represent important experiments in the integration of public policy and civil society engagement along with initiatives such as Vibrant Communities and Action for Neighbourhood Change (Bradford, 2009; Graham, 2009).

The distinct realities faced by Canada's Aboriginal communities are of particular concern, given the poor health outcomes and substandard socio-economic conditions many face. The work of the Northern Node of CSERP has profiled the social economy in Northern Canada and looked at Indigenous communities and the social economy, particularly the relationship between sharing, a subsistence economy, traditional indigenous cultures and values, and social cohesion in Northern communities. Loxley's (2010) newest book, *Aboriginal, Northern, and Community Economic Development*, makes an important contribution here as it examines various approaches to economic development and blends international development theory with northern Canadian and Aboriginal realities.

3. The State of the Field in Canada

Through sustained mobilization and political recognition since 1996, Quebec offers the richest selection of public policies grounded in co-construction to support the social economy. This, in addition to linguistic, social and cultural differences make the Quebec context distinct from the rest of Canada, which explains the parallel Quebec/Canada presentation in many sections of the paper. We begin our portrait of the social economy in Canada as a whole.

As in Quebec, the social economy in Canada creates economic opportunities that contribute to sustainable livelihoods for people and communities. It also provides an alternative, more people-centred, approach to the economy, enhancing the local benefits of economic activity and embedding social and increasingly environmental, concerns with the provision of needed goods and services.

Canada's social economy, often described as the "third sector," distinct from government and the private sector, is a significant size. Taking the non-profit and voluntary sector as a whole, it is the second largest in the world when expressed as a share of the economically active population, with a 2003 estimate of 161,000 organizations employing 2 million people, or 11.1% of the economically active population (Imagine Canada, 2010). In addition, there were 9,200 cooperatives in 2003, and when taken together, the non-profit and cooperative contribution to Canada's GDP stands at about 8% (Quarter et al, 2009), not including the value of volunteer work. In terms of contribution to GDP, it is larger than the automotive or manufacturing industries in Canada (Imagine Canada, 2010).

It should be noted, however, that these statistics include many post-secondary education, health and social service institutions, which in many provinces are public bodies. With multiple

jurisdictions and the lack of a nationally consistent definition of the social economy, definitive statistics are difficult to establish.

3.1 The Contribution and Role of the Social Economy in Relation to the Themes Addressed by the FIESS

The social economy in Canada has had significant impacts on all five themes being discussed at the International Forum on the Social and Solidarity Economy (FIESS)².

One area where the social economy has had a considerable effect on **Territorial and Local Development** is through place-based approaches to poverty reduction. Despite Canada's high overall standard of living, poverty rates are higher among specific population groups and in some locations. The efforts of anti-poverty networks have contributed to an increasing number of provincial poverty reduction strategies across the country. Other results of social economy work include the creation of partnerships with local municipal governments that revitalize and increase democratization, social inclusion and social capital by linking people in their communities.

The social economy sparks **Innovation and Entrepreneurship** through a focus on social enterprise. This business model provides significant revenue generation for non-profits and provides employment for disadvantaged groups who would not otherwise earn an income. There is also increased recognition of the Social Return on Investment (SRI) provided by these double bottom line businesses – reducing government expenditures in direct transfers, health and social service costs as well as generating tax revenues. Increasingly a triple bottom line is used, showing the impact of the social economy on the environment through alternative energy production, waste management and other environmental services.

The social economy is having an impact on **Finance and trade solidarity**. Access to capital is a challenge for social economy businesses and organizations, and new financing instruments appropriate to social economy are being developed. Provincially-based CED and co-op tax credits, local and provincial social enterprise loan funds and community bonds are some examples. Canadians use social economy organizations for their banking needs. Canada has the highest per-capita credit union membership in the world, with thirty-three percent of Canadians being a member of at least one credit union. In addition, procurement policies that favour social enterprise and 'buy local' campaigns support local development. Social economy organizations are also playing a significant role supporting the growth of international fair trade.

The more than two million people employed in the non-profit and cooperative sector demonstrates a major impact on **Employment and work** in Canada, as does the work of social economy organizations in training and hiring those with employment barriers. In addition, worker co-operatives across the country are providing employees with a legal structure that democratizes their workplaces.

The social economy has an impact on **Food security and food sovereignty** through the work of food security networks and municipal food policy councils working to eliminate hunger, have a sustainable food system, and have access to healthy and safe food. Their work is also seen as a way to "create vibrant communities, enhance our economy, and empower citizens" (Winnipeg

² These theme areas are listed in the Summary Table of Key Public Policies in Appendix

Food Policy Working Group, 2011). The local food movement is rapidly expanding through farmers markets, community supported agriculture programs, local food marketing co-operatives and community gardens in schools, community centres and subsidized housing communities.

3.2 Existing Organizations and Networks

Some of the significant social economy networks that directly identify as being part of the social economy include: the Canadian Community Economic Development Network, the Canadian Co-operative Association and the provincial co-op associations, Canadian Social Economy Research Partnerships including the national and regional hubs, Social Enterprise Council of Canada, and Women's Economic Council, as well as many organizations such as the Canadian Centre for Community Renewal, Enterprising Non-Profits, local organizations such as Causeway Work Centre, Toronto Enterprise Fund, Centre for Social Innovation; social finance organizations like Canadian Alternative Investment Co-op, Canadian Community Investment Network Co-op and community loan funds, SiG@MaRS, Social Capital Partners, socialfinance.ca and Tides Canada. There are also the non-profit networks such as Imagine Canada and the Ontario Non-Profit Network, as well as many significant sectoral networks - anti-poverty, health, housing, childcare, employment and training, aboriginal, disability and immigrant; most of which do not self-identify as part of the social economy. In Quebec, of course, many sectoral networks do identify as being part of the social economy and come together under the Chantier de l'économie sociale and the Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM).

4. The State of the Field in Québec

L'économie sociale fait partie de la réalité quotidienne des Québécois et des Québécoises. Présentes dans une grande diversité de secteurs, les entreprises collectives offrent des produits et des services répondant à un ensemble de besoins dans nos communautés. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes y travaillent; des milliers d'autres s'y impliquent bénévolement. Au Québec, l'économie sociale représente plus de 7 000 entreprises collectives (coopératives et OSBL), plus de 125 000 emplois et un chiffre d'affaires dépassant les 17 milliards de dollars et correspondant à plus de 6 % du PIB³. L'expérience québécoise est riche en enseignements en ce qui concerne la co-construction des politiques publiques en faveur de l'économie sociale. Nous avons donc voulu mettre en lumière les processus ayant permis de co-construire ces politiques tout en faisant ressortir leurs impacts et leurs lacunes. Avant d'étudier ces éléments, une brève présentation des acteurs et des structures en place sera exposée afin de montrer en quoi chacun d'eux contribue au succès du développement de l'économie sociale au Québec. Cette présentation inclura les acteurs de la société civile ainsi que ceux de l'appareil gouvernemental. Ensuite, quatre grandes étapes seront traitées comme des exemples de co-construction de politiques publiques : 1) le Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996; 2) la Politique de développement des coopératives, 3) le Sommet sur l'économie sociale et solidaire de 2006 et l'élaboration du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif en 2008 et 4) le partenariat en économie sociale de la Ville de Montréal. Par ailleurs, de petits encadrés viendront illustrer quelques uns des aboutissements concrets du dialogue État/Société civile. Enfin, un

³ Données provenant du Chantier de l'économie sociale. Il est à noter que la mise à jour du portrait statistique de l'économie sociale au Québec est l'un des enjeux prioritaires conjointement identifiés par la société civile et le gouvernement du Québec.

tableau en annexe présentera la synthèse des principales politiques publiques en faveur de l'économie sociale présentes au Québec et des organismes créés grâce à un dialogue entre l'État et la société civile. Il fera notamment le lien entre les différents éléments présentés et les cinq thématiques du Forum international de l'économie sociale et solidaire.

4.1 Concertation, représentation et promotion

Nous dressons ici un bref portrait des principaux acteurs de l'économie sociale au Québec issus de la société civile et de l'appareil gouvernemental. Les premiers sont souvent nés grâce à des politiques publiques élaborées suite à un dialogue entre l'État et la société civile. Nous reviendrons sur ces processus plus loin dans le texte. Pour l'instant, nous nous pencherons surtout sur leurs missions. L'ensemble de ces acteurs constitue un système d'innovation que nous présentons par un schéma à la fin de cette section.

Le Chantier de l'économie sociale, incorporé en 1997, est un réseau de réseaux qui réunit des promoteurs d'entreprises d'économie sociale (coopératives et organismes sans but lucratif) œuvrant dans de multiples secteurs d'activités (environnement, services de proximité, communications, loisir, habitation, ressources naturelles, enfance-famille, formation, financement, culture, etc.), des représentants des grands mouvements sociaux et des acteurs du développement local en milieu rural et urbain. Il a été fondé par les acteurs de la société civile ayant participé au Groupe de travail sur l'économie sociale mis sur pied dans le cadre du Sommet sur l'économie et l'emploi qui sera présenté plus loin. Le Chantier constitue un lieu de concertation entre les divers acteurs de l'économie sociale. Ses mandats principaux sont la promotion de l'économie sociale afin de faire valoir son importance dans la structure socio-économique du Québec, le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux ainsi qu'une mission de représentation nationale et internationale. D'autres organismes comme le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) participent à la promotion de l'économie sociale et solidaire à l'international.

Les pôles régionaux de l'économie sociale sont composés majoritairement d'entreprises collectives et d'organisations de soutien. Leur rôle est de promouvoir l'économie sociale ainsi que de favoriser la concertation et le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale afin d'harmoniser leurs actions et d'en maximiser les impacts. Les pôles sont des partenaires du Chantier et constituent l'un des regroupements siégeant sur son conseil d'administration.

Il existe plusieurs réseaux sectoriels réunissant des entreprises d'économie sociale appartenant à un secteur d'activité précis. Les centres de la petite enfance (CPE) qui offrent des services de garde éducatifs, les radios et télévisions communautaires, les entreprises d'insertion ou encore les entreprises d'aide domestique sont des exemples bien connus au Québec. Il existe également plusieurs fédérations de coopératives (habitation, funéraires, forestières, alimentation, santé, etc.). Plusieurs secteurs se sont ainsi structurés et dotés d'outils pour aider au développement des entreprises et pour les représenter.

Par ailleurs, les coopératives et mutuelles sont représentées par le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM). Fondé en 1939, cet organisme a pour mission de participer au développement social et économique du Québec en favorisant le plein épanouissement du mouvement coopératif en accord avec les principes et valeurs de l'Alliance

coopérative internationale. Il travaille ainsi à la concertation, à la représentation et au développement des coopératives et des mutuelles.

4.2 Appui au développement

Le Québec s'est doté de nombreux organismes qui appuient les promoteurs d'entreprises collectives dans tout le travail qu'ils doivent faire entre l'idée d'un projet et sa réalisation que ce soit un projet de démarrage ou d'expansion d'entreprise. Certains réseaux sectoriels dont il a déjà été question peuvent offrir un encadrement ou des outils communs aux entreprises de leur secteur.

Par ailleurs, il existe tout un réseau territorial d'organismes de développement composé des corporations de développement économique communautaire (CDEC) et des centres locaux de développement (CLD). Ceux-ci reçoivent tous les promoteurs, peu importe qu'ils soient engagés dans un projet d'entreprise privée ou collective et peu importe le secteur d'activité. Ils appuient les promoteurs dans leurs démarches, les aident dans leur recherche de financement et les orientent vers d'autres ressources, au besoin. Si le projet concerne une coopérative, les promoteurs peuvent aussi recevoir l'appui de leur Coopérative de développement régional (CDR).

4.3 Financement

Divers outils financiers sont disponibles pour les entreprises d'économie sociale. Certains leur sont réservés tandis que d'autres sont ouverts à toutes les formes d'entreprises. Les principaux intervenants financiers sont : la Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL), Investissement Québec (Gouvernement du Québec), les fonds locaux gérés par les CLD et les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), les fonds de travailleurs issus du mouvement syndical et les outils créés par le Chantier (Réseau d'investissement social du Québec - RISQ et Fiducie du Chantier de l'économie sociale). Les produits offerts sont diversifiés et vont de la subvention, au capital patient (investissement sans aucun remboursement de capital pendant 15 ans) en passant par le prêt et la garantie de prêts. Les conditions reliées à ces différents outils financiers varient, certains offrent notamment des moratoires de remboursement.

4.4 Formation et développement de la main-d'œuvre

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de favoriser le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire. Dans cet esprit, il vise à résoudre les problèmes de main-d'œuvre communs aux entreprises et aux organismes du secteur, notamment par une connaissance approfondie du marché du travail et par des collaborations avec les services publics d'emploi.

4.5 Recherche partenariale

De nombreux chercheurs à travers le Québec s'intéressent à la question de l'économie sociale. En 2000, cet intérêt a pu se traduire à travers une véritable structure de recherche partenariale : l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) où praticiens et chercheurs travaillent ensemble à définir des projets de recherche qui permettent un meilleur

développement de l'économie sociale. Cette alliance de recherche a été mise sur pied dans l'objectif de produire des savoirs neufs et utiles au développement des collectivités, de favoriser le partage des connaissances entre les universités et les communautés et de soutenir le développement du modèle québécois d'économie sociale. Depuis, la recherche partenariale se poursuit à travers différentes structures qui ont en commun d'établir un dialogue et un mode de fonctionnement où les chercheurs et ceux qui œuvrent sur le terrain s'enrichissent mutuellement.

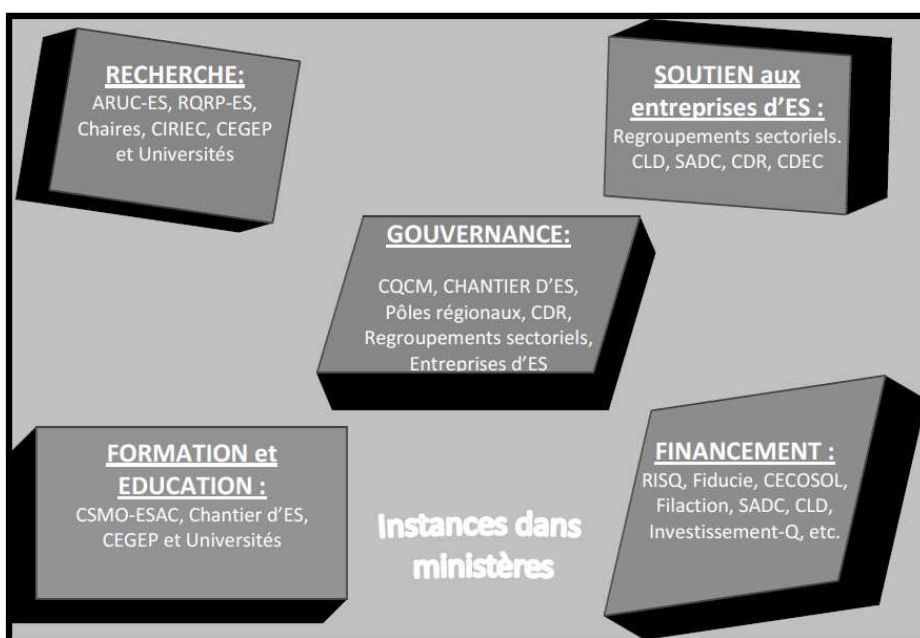
4.6 Instances gouvernementales

Au sein du Gouvernement du Québec, plusieurs ministères ont des responsabilités qui touchent directement des entreprises d'économie sociale en fonction de leurs secteurs d'activités. Par exemple, le ministère de la Famille et des Aînés est responsable de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance qui encadre le travail des Centres de la petite enfance. Toutefois, deux ministères jouent des rôles particulièrement importants en économie sociale.

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) est celui qui est responsable de l'économie sociale. Le MAMROT a ainsi la responsabilité d'élaborer les orientations et les stratégies gouvernementales favorisant le développement de l'économie sociale et d'en assurer la mise en œuvre.

Par ailleurs, il y a une Direction des coopératives au sein du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE). Celle-ci a pour mission de favoriser l'émergence et la croissance des coopératives et contribue au développement des différents secteurs de l'activité coopérative par un suivi et un soutien appropriés.

Figure 1 : Système québécois d'innovation d'économie sociale⁴



Source: Bouchard, Marie J. et Lévesque, B. (2010).

⁴ B. Lévesque <http://www.crisis.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/ET1103.pdf>

5. Illustrations of the Development and Implementation of Public Policies in Canada and Québec

Through sustained mobilization and development since 1996, Quebec offers the richest selection of public policies grounded in co-construction to support the social economy. This section provides examples of policies and initiatives from Québec and the rest of Canada that illustrate collaborative processes between civil society actors and all three levels of governments in the development and implementation of supportive public policies.

5.1 Le Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996⁵

Le Québec compte une population de 8 millions d'habitants qui a dû lutter pour sa survie comme société distincte en Amérique du Nord. Jusqu'au milieu du XXe siècle, l'économie québécoise était largement aux mains d'intérêts étrangers. Ainsi, des efforts collectifs importants ont été réalisés afin que la société québécoise puisse préserver sa langue et contrôler son propre développement (Neamtan, 2008). Ces efforts ont également eu pour résultat de créer un tissu associatif dynamique, d'établir un climat de partenariat et de cohésion sociale. Même durant la période fordiste (1960 à 1980) : « des compromis entre l'État, le patronat et les syndicats s'établissent pour favoriser la modernisation des entreprises et le développement régional. Les bases du partenariat s'élargissent ensuite, notamment sous la pression des mouvements sociaux. » (Bouchard, 2008). Par conséquent, le Québec est un terreau fertile au dialogue entre l'État et la société civile. Dans ce texte, nous ferons ressortir les moments charnières ayant permis de concrétiser ce potentiel de collaboration et ayant débouché sur des avancées concrètes en terme de développement.

Avant 1996, diverses initiatives prises par la société civile lui avaient fait gagner de la crédibilité pour intervenir dans la sphère des politiques publiques. Au milieu des années 80, les premières corporations de développement économique communautaire, réunissant un ensemble d'acteurs, ont émergé comme manifestation de l'action de la société civile au cœur de l'économie. En 1989, le Forum pour l'emploi est une initiative non gouvernementale qui a réuni des représentants de syndicats, du communautaire, de coopératives, de ministères et d'entreprises privées. Par ailleurs, le mouvement des femmes a : « contribué à relancer le débat sur l'économie sociale en 1995, lors de la Marche des femmes *Du pain et des roses*, puis en 1996 dans le rapport intitulé *Entre l'espoir et le doute*, produit par le Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale créé suite à la Marche ». (Méthé, 2008)

Ainsi, avant la tenue du sommet de 1996, la reconnaissance de l'importance de la société civile était amorcée, mais toujours à partir d'initiatives non gouvernementales. En 1996, le Sommet sur l'économie et l'emploi a été convoqué par le Gouvernement du Québec et ses objectifs étaient de lutter contre le chômage qui atteignait alors 12% et d'enrayer un lourd déficit. Quatre groupes de travail ont été invités à déposer des projets visant ces objectifs, dont un travaillant sur l'économie sociale. C'est dans ce cadre que des réseaux d'entreprises collectives, des réseaux d'organisations de développement local et régional et divers mouvements sociaux se sont mis ensemble pour proposer un plan d'action ambitieux, dans le but de créer des emplois et de répondre aux besoins sociaux, environnementaux et culturels à travers l'économie sociale et

⁵ Lévesque, B., Mendell, M. (1999).

solidaire. Ce plan d'action se retrouve dans le rapport *Osons la solidarité* sur lequel nous reviendrons.

L'invitation lancée à la société civile pour prendre part à ce sommet constituait déjà une reconnaissance de l'importance de son point de vue. Pour la première fois, des acteurs de la société civile, autre que les syndicats, étaient interpellés pour participer aux discussions et proposer des projets, aux côtés de l'État et du patronat. De plus, elle a joué un rôle allant bien au-delà de la simple participation à une consultation. Ce sommet a permis de faire valoir la pertinence de sa présence dans le débat public et, plus spécifiquement, de reconnaître la nécessité de sa participation à l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie sociale. L'État québécois a reconnu non seulement l'importance de la participation de la société civile au développement économique à travers des projets collectifs (reconnaissance de l'économie sociale comme telle), mais aussi de sa participation à la définition des politiques publiques.

Les projets proposés lors du sommet ont permis la création de plus de 20 000 nouveaux emplois et de plus de 1000 nouvelles entreprises. Parmi ces projets, il y a deux incontournables. Celui de l'aide à domicile, car il permet de mettre en lumière les avancées permises par le Sommet, ainsi que des enjeux qui sont toujours actuels. Et celui des centres de la petite enfance (CPE) en raison de l'impact majeur qu'il a eu sur le développement de l'économie sociale et plus généralement sur la société québécoise. Enfin, bien que le développement de l'habitation communautaire ne soit pas intimement lié au Sommet de 1996, il reste un l'un des secteurs phares de l'économie sociale québécoise.

Cas de l'aide à domicile

En 1996, la création d'un réseau d'entreprises d'aide à domicile à l'échelle du Québec fut proposée afin de répondre aux besoins des familles. Le développement de ce réseau a été discuté et défini par les participants au Sommet de 1996 provenant du gouvernement, du patronat, des syndicats et du milieu communautaire. Le projet se fondait sur quatre objectifs ayant fait consensus à l'époque : la création d'emplois durables et de qualité; la création de services de qualité; la non-substitution d'emploi; et la lutte contre le travail au noir.

Afin de soutenir ce réseau, le gouvernement a créé, par décret, le Programme d'exonération financière des services d'aide domestiques (PEFSAD). Ce programme a comme double objectif de développer un réseau solide de services d'aide domestique et d'encourager les personnes à se procurer leurs services grâce à une réduction du tarif horaire exigé par l'entreprise d'économie sociale en aide domestique (EESAD) pour la personne qui bénéficie du programme. Cette contribution est dégressive selon le revenu des usagers.

Cependant, malgré quelques ajustements concernant les frais de gestion et de déplacement en 2006, le PEFSAD n'a jamais vraiment été indexé depuis 1998. Par ailleurs, au cours des dernières années, l'évolution des EESAD a été profondément influencée par des changements des politiques qui avaient favorisé leur création. D'autre part, la situation des EESAD demeure précaire en raison des augmentations successives du salaire minimum et des primes de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), de la complexification des besoins d'une clientèle vieillissante ainsi que de la baisse notable du taux de chômage et de la pénurie de main-d'œuvre qui entraînent des difficultés à recruter et à retenir les travailleurs.

Les Centres de la petite enfance (CPE)

Le projet proposé consistait à expérimenter une formule de centres intégrés regroupant des services de garde en installation, une agence de services de garde en milieu familial, une halte-garderie, une joujouthèque, des services de garde à domicile, etc. En 1997, ce projet initial se concrétise par l'annonce de la création de près de 1000 CPE et par le dévoilement d'une politique familiale nationale comprenant notamment une contribution financière de l'État à l'achat de services de garde.

Ainsi, ce qui a vu le jour dépasse largement l'expérimentation à travers un projet pilote; c'est le développement d'un vaste réseau de centres de la petite enfance qui s'est fait partout à travers le Québec. Ce réseau est constitué de corporations à but non lucratif contrôlées majoritairement par les parents. Elles offrent des services de garde éducatifs de qualité, liés aux besoins qui étaient exprimés par les familles depuis bien avant 1996.

L'idée de conserver des organismes à propriété collective plutôt que d'en faire des organisations étatiques a contribué à la renommée du modèle québécois. Créés à même les réseaux de garderies populaires et de la garde en milieu familial, les centres de la petite enfance sont des organismes privés et autonomes qui s'adaptent à leurs réalités locales. Toutefois, en 2002, le gouvernement du Québec a décidé de financer également le développement de services de garde offerts par des garderies commerciales à but lucratif.

Logement communautaire

Les toutes premières coopératives d'habitation ont été fondées au Québec dans les années 1940. Le mouvement connaît un grand renouveau dans les années 1970 et en 1996, on compte plus de 45 000 logements communautaires. En 2005, le Québec disposait de 55 000 logements alors que 10 000 autres logements étaient en cours de réalisation. Le Fonds québécois de l'habitation communautaire, créé en 1997, a joué le rôle de conseiller auprès de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et des différents ministres responsables au cours des années afin d'assurer le développement du logement communautaire au Québec. (Méthé, 2008)

Le développement du logement communautaire des années 1970 jusqu'à aujourd'hui est intimement lié à une succession de programme de subventions. Ces programmes ont bien souvent été conçus grâce aux efforts concertés des groupes de ressources techniques (GRT) et d'autres acteurs du milieu de l'habitation communautaire. Depuis le début des années 1970, pas moins d'une douzaine de programmes gouvernementaux de subvention à l'habitation se sont succédé.

Le dernier programme en date, AccèsLogis, fut lancé en 1997. Il s'adresse aux coopératives d'habitation et aux organismes à but non lucratif désirant réaliser des logements sociaux communautaires. L'objectif est d'offrir des logements en location à des ménages à revenu faible ou modeste (volet I), à des personnes âgées en légère perte d'autonomie (volet II) et à des

personnes ayant des besoins particuliers de logements (volet III). Le programme prévoit que les fonds en provenance du gouvernement doivent être complétés d'un apport du milieu (municipalité, organisme de charité, entreprise privée, levée de fonds auprès des citoyens, etc). (AGRTQ, 2002)

5.2 La politique de développement des coopératives

En janvier 2001, le gouvernement du Québec a lancé une démarche visant l'élaboration d'une Politique de développement des coopératives. Celle-ci avait pour objectif d'accélérer le développement de cette forme d'entreprise. Les acteurs coopératifs ont pris part activement à cette démarche qui a donné lieu à une consultation publique. 324 organismes et plus de 850 personnes ont ainsi participé à la consultation sur l'avant projet de politique et 77 mémoires ou lettres de commentaires ont été déposés (Direction des coopératives, 2003).

Cette politique, adoptée en 2003, constitue une reconnaissance de la part du gouvernement de l'importance des coopératives dans l'activité économique. Elle s'articule autour de quatre grands axes auxquels s'ajoutent des initiatives visant spécifiquement les jeunes. Ces axes concernent : 1) le cadre juridique, 2) la capitalisation et le financement, 3) les services conseils et 4) l'intégration et l'harmonisation de l'action gouvernementale.

La politique a donné lieu à une Entente de partenariat qui confie au Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) la gestion de l'intervention gouvernementale en matière de développement coopératif. En ce qui concerne les services conseils, le mouvement coopératif disposait déjà de ses propres outils d'accompagnement sur une base sectorielle (les fédérations) et territoriale (réseau de onze CDR qui ont émergé depuis le milieu des années 1970). Toutefois, les mesures financières découlant de la politique ont permis de déployer une offre de service plus vaste et mieux répartie entre les différents secteurs coopératifs⁶. Cette entente a été renouvelée en 2006 puis en 2010 pour une période de deux ans. Ainsi, jusqu'en 2012, elle se fixe l'objectif de définir une approche globale de développement coopératif mettant d'abord à contribution les principaux acteurs et réseaux du milieu coopératif, mais également, par extension, les partenaires naturels, dont le mandat, rejoignent le développement coopératif. L'entente proposée entend ainsi créer une concertation accrue des efforts dédiés au développement coopératif et favoriser une complémentarité entre les divers organismes œuvrant dans ce domaine (Entente CQCM-MDEIE).

À travers ces ententes, le CQCM participe depuis plus d'une décennie à la définition des stratégies de développement des coopératives. Lorsque le Ministre concerné doit définir une politique pour les coopératives, il le fait en misant sur la négociation voire la co-construction. (Lévesque, 2011)

⁶ Il faut souligner que les services conseils aux coopératives n'est pas exclusivement la responsabilité du mouvement coopératif puisque d'autres organisations y contribuent aussi comme les CDEC, les CLD, etc

5.3 Le Sommet sur l'économie sociale et solidaire de 2006 et l'élaboration du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif en 2008

Le Sommet sur l'économie sociale et solidaire de 2006, contrairement à celui de 1996, n'est pas une initiative gouvernementale; il a été organisé par la société civile. Il a permis aux acteurs de l'économie sociale de s'entendre sur des pistes à mettre en œuvre afin de poursuivre et d'accroître le développement de l'économie sociale. La concertation qui s'est établie entre les acteurs de l'économie sociale pour la préparation et la tenue de ce sommet a mobilisé différents réseaux autour des thèmes : entreprendre solidairement, travailler solidairement, investir solidairement, développer nos territoires solidairement, consommer de façon responsable et mondialiser solidairement. Sept cents délégués provenant de tous les secteurs, régions et mouvements sociaux ont participé au Sommet. Alors qu'il s'agissait d'un événement à portée québécoise, des délégués d'une vingtaine de pays, venant des cinq continents y ont pris part.

Le gouvernement du Québec a été invité à réagir aux pistes d'action identifiées et c'est ainsi que le Premier ministre a pris un engagement qui a débouché sur le changement du ministère responsable de l'économie sociale et sur l'adoption du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif *Économie sociale Pour des communautés plus solidaires* qui a été lancé en 2008 et qui concerne huit ministères. En transférant la responsabilité de la coordination des initiatives gouvernementales au ministère responsable du développement régional (le MAMROT), le Premier ministre a reconnu l'importance de l'économie sociale dans le développement territorial. Ainsi, un processus a pu prendre forme entre le Chantier de l'économie sociale et le MAMROT entre 2006 et 2008 et a permis l'élaboration du plan d'action gouvernemental. Les retombées principales de ce plan sont reprises dans le tableau présenté en annexe. Toutefois, l'une d'entre elle est présentée ici plus en détail car elle revêt une importance particulière.

L'institutionnalisation des pôles régionaux d'économie sociale

L'une des avancées permises par le plan d'action gouvernemental a été de doter les Pôles régionaux d'économie sociale de ressources leur permettant d'assumer pleinement leur rôle, grâce à l'établissement d'ententes spécifiques en économie sociale. Cette préoccupation ne date pas d'hier puisque déjà dans le rapport *Osons la solidarité*, on pouvait lire la recommandation «Dédier à l'économie sociale une partie de ses budgets de développement régional afin de doter les diverses régions ou collectivités locales d'outils et de moyens adaptés aux exigences du développement et des milieux.» Cela a aussi été l'une des priorités mises de l'avant par le Chantier de l'économie sociale dans le cadre de la co-construction du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif.

Le processus de mise en place des ententes spécifiques a demandé la collaboration et l'engagement de nombreux partenaires, dont les Conférences régionales des élus (CRÉ). On assiste donc à un nouveau type de dialogue entre des élus – les élus municipaux – et la société civile afin de développer l'économie sociale. L'établissement des ententes a permis une meilleure reconnaissance de l'économie sociale par différents acteurs régionaux tout en mettant en place des bases pour assurer un meilleur développement en région. Ainsi, de nombreux signataires, autres que les pôles régionaux, les CRÉ et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, des ententes spécifiques - Forums jeunesse,

Coopératives de développement régional, Centres locaux de développement, Corporations de développement économique communautaire, Corporations de développement communautaire, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agences de la Santé et des Services sociaux et, dans quelques cas, des commissions scolaires et des institutions d'enseignement collégial - acceptent de consacrer des ressources pour appuyer le développement de l'économie sociale sur leur territoire à travers des activités de promotion, de formation et de réseautage.

L'institutionnalisation des pôles régionaux permise par le plan d'action s'est aussi accompagnée de certains défis.

- Préserver la place prépondérante occupée par les entreprises d'économie sociale au sein des pôles régionaux.
- Conserver l'autonomie de gestion ainsi que le rôle primordial de représentation politique des pôles par rapport aux élus municipaux alors que ceux-ci deviennent officiellement des partenaires dans le développement de l'économie sociale.
- Réaffirmer l'importance d'une organisation nationale et bien définir son rôle par rapport aux pôles régionaux.

5.4 Le partenariat en économie sociale de la Ville de Montréal

À Montréal, les élus municipaux et les acteurs de l'économie sociale ont convenu de conclure un partenariat visant à renforcer la contribution de l'économie sociale au développement de la ville et en retour de renforcer le soutien de la ville au développement de l'économie sociale. Issu d'une démarche concertée engageant des acteurs, des chercheurs et des représentants de la ville, le partenariat a été signé en 2009. Un comité de suivi composé d'élus et d'acteurs de la société civile a été créé et une Commissaire à l'économie sociale a été nommée au sein de la Direction de développement économique de la Ville de Montréal.

La mise en œuvre de ce partenariat a démarré lentement. Les priorités identifiées sont le soutien accru à l'entrepreneuriat collectif, l'intégration d'un volet économie sociale dans les grands projets urbains, l'augmentation des achats de la ville auprès des entreprises d'économie sociale et la promotion.

5.5 The Federal Social Economy Initiative

The short-lived (26 months) Liberal government of Paul Martin is the only federal government in Canada to have explicitly supported the social economy. In February 2004, the newly sworn-in Prime Minister, in responding to the Throne Speech, committed his government to work with "people who are applying entrepreneurial creativity... to pursue social and environmental goals. That's what we call the Social Economy."

Through the 1990s, Martin had worked directly with one of the leading CED organizations in Canada, which was located in his riding. So he was familiar with CED and the social economy, and already had it in mind as a policy priority when he came to power in 2003. (Vaillancourt, 2011). Consultations in the preceding months between Martin's political team, senior bureaucrats and some of the leading figures in the social economy in Québec and CED in Canada had formulated a series of recommendations as to what a federal role could be.

The 2004 budget allocated \$132 million to a new federal social economy initiative, drawing on the proposals put forward by social economy proponents. The funding had three components, \$17 million for a two-year capacity building pilot initiative designed to enhance the social enterprise capacity of organizations; \$100 million for a five-year regionally-based Patient Capital Demonstration Fund to make financing available to social enterprises; and a \$15 million five-year research fund to support social economy research and knowledge mobilization. It also created a national Roundtable on the Social Economy to promote the dialogue and engagement of key partners. Chaired by the Minister of Social Development, it included some 25 members representing the social economy and CED organizations, the co-operative, voluntary, and business sectors, and relevant federal government departments. (Bakopanos, 2005)

However, following a change of government in 2006, most of the initiative was cancelled before programs and funding could be implemented. Only the research program nationally and the ‘patient capital’ financing and capacity building in Quebec were delivered. Vaillancourt (2011) maintains that the plan’s inability to withstand a change of government was not surprising since it had not been well co-constructed within all of the major national political parties, or even within the ruling party itself, and did not have adequate support from broader civil society.

Although short-lived, the Social Economy Initiative remains the most significant federal programmatic measure directly addressing the social economy, and the roundtable, for the period it lasted, served as an on-going engagement mechanism and vehicle for further co-construction. Furthermore, the national research funding and patient capital financing in Quebec which did survive, made significant contributions to the continuing development of the sector.

5.6 Nova Scotia’s Community Economic Development Investment Funds (CEDIFs)

“A CEDIF is a pool of capital, formed through the sale of shares (or units), to persons within a defined community, created to operate or invest in local business.” (Government of Nova Scotia, 2011). The legal structure may take the form of a share capital corporation, a co-operative or association, but cannot be charitable, non-taxable, or not-for-profit. CEDIFs raise funds by issuing shares to individual investors, and that capital is subsequently invested in one or more local businesses. The program is set up to encourage long term investments that are eligible to be part of a self-directed Registered Retirement Saving Plan (RRSP). In exchange for holding their investment for five years, investors receive a 30% provincial tax credit. A CEDIF must have at least six (usually unpaid) directors elected from their defined geographic community, and guidelines prescribe that 25% of wages in the businesses receiving investments must go to Nova Scotia residents, though in reality almost 100% do.

The origins of Nova Scotia’s CEDIF program go back to 1992, when a citizens’ advisory group recommended that the legislature promote business creation through the provision of tax incentives to community-based capital investment ventures. However, provincial Securities Commission concerns required further modifications to improve protections for investors. These were made, and the first three CEDIFs were launched in 1999 (Perry and Loewen, 2009).

The program grew rapidly, and after 11 years, the number of CEDIFs had grown to 46, with over 4,500 community investors and \$36.5 million in assets (Payne, 2011). Up to 2009, the failure

rate was about 8%, which compares very well against the 66% failure rate common to new businesses. Standard government calculations used for business development models in Nova Scotia suggest that the program paid for itself within its first two years (Perry and Loewen, 2009).

It is notable that CEDIFs are being developed primarily in rural communities and small towns. People are investing in their neighbours – people they know – where trust and accountability are likely higher. The first successful urban CEDIF was the Halifax-based Black Business Community Investment Fund, perhaps reflecting the fact that it is an area that has a strong sense of community despite its urban setting. More recently there have been three others, one of which is a farmers' market. (Perry & Loewen, 2009; Payne, 2011)

It remains that CEDIFs are used more frequently to invest in private sector ventures than social enterprises. The Nova Scotia Cooperative Council was instrumental in gaining eligibility for coops as recipients of CEDIF investments, and has actively promoted their use to coops, even organizing and promoting three CEDIFs itself.

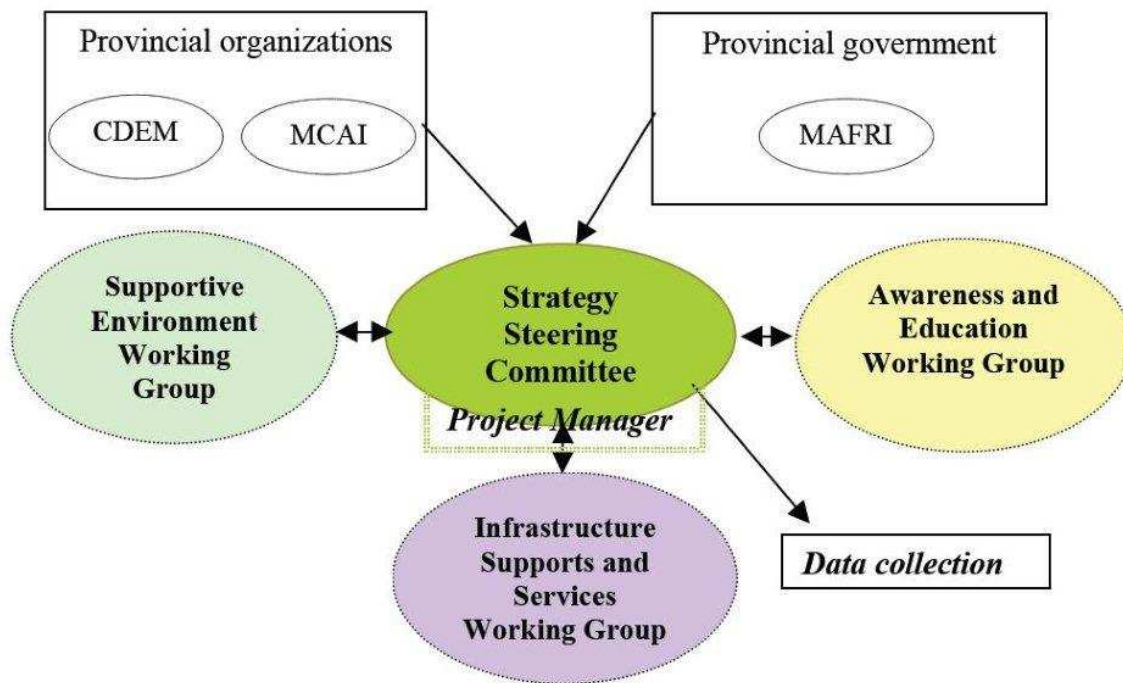
5.7 Manitoba's Co-op Tax Credit

In March 2010, the Manitoba budget introduced a Co-operative Development Tax Credit for co-operatives or credit unions that make financial contributions of up to \$50,000 to a co-operative development fund in Manitoba. The fund, managed by the Manitoba Cooperative Association (MCA), will be used for the provision of technical assistance, the co-ordination of existing supports and services, and the provision of small grants and strategic investments. A tax incentive schedule sets the tax credit rates from a 75% refundable tax credit for the first \$1,000 to a 33.3% non-refundable tax credit for \$30,000 to \$50,000 of contributions. All of Manitoba's more than 400 credit unions and coops are eligible for the credit.

The impetus for this measure goes back to the summer of 2008, when the provincial government, MCA and Economic Development Council for Manitoba Bilingual Municipalities (CDEM) began working together to develop a strategy to strengthen and grow cooperatives in Manitoba. The Co-op Strategy Paper that was produced distinguished three strategic objectives: the creation of a more supportive environment for the establishment and on-going operation of co-operatives; better awareness and understanding of the value and principles of co-operatives; and the provision of better infrastructure supports and services for cooperatives (One World Inc., 2008).

In order to create a more supportive environment, the strategy specifically recommended the formation of a provincial "Co-operatives Partnership Table" made up of MCA, CDEM and Manitoba Agriculture, Food and Rural Initiatives, which could meet regularly to dialogue on issues of interest to the Manitoba co-operatives and the provincial government. Accountable to all Manitoba co-operative stakeholders, the Partnership Table has acted as a Steering Committee to guide the implementation of the strategy and was instrumental in the creation of the co-op tax credit.

Figure 2: Manitoba Co-op Tax Credit Steering Group Structure



With contributions from co-ops now going to MCA for further co-op development, this tax credit is a good example of a policy mechanism that encourages the coop sector to invest in itself, building its own capacity.

5.8 Place-Based Programs and Initiatives

Although Canada currently lacks a coherent framework for addressing the social economy, a number of place-based programs and pilot projects have contributed to engagement between government and social economy actors. Past projects are instructive for future efforts to strengthen policy engagement, and ongoing programs could also create opportunities for broader co-construction efforts incorporating the social economy. Some of the most prominent are presented here.

Urban Development Agreements, developed in western Canada, were groundbreaking place-based policies that formally joined up three levels of government to integrate neighbourhood regeneration strategies involving community organizations. The Vancouver Agreement, for example, involved 45 departments at all levels of government with the municipality playing a leading role. Although the Auditor General found the Vancouver Agreement to be a promising governance model (Western Economic Diversification Canada, 2010), actual community engagement was weak. Community-government relations, including those with Aboriginal communities, were characterized as “a fragmentation of voice accentuated by fractured federal-provincial responsibilities” (Mason, 2007).

By contrast, the Winnipeg Partnership Agreements span of five successive tripartite agreements between 1981 and 2010 showed improved community engagement. The last two agreements in particular were more successful in involving a range of organizations that specifically utilize social enterprise and CED strategies to advance community revitalization efforts. A notable example is the support provided to Aboriginal organizations to take a leading role in the development and implementation of a strategy to increase employment opportunities and promote economic development for the Aboriginal population. (Kain et al, 2010)

Although the Vancouver and Winnipeg agreements expired in 2010, the governance model still generates interest. The City of Hamilton, Ontario, working with the Hamilton Poverty Reduction Roundtable, is currently exploring the possibility of a tri-partite agreement to tackle the problem of poverty in a coordinated way. In addition, the 2009 Senate report on poverty, *In from the Margins*, recommends that “the federal government explore and implement additional Urban Development Agreements among federal, provincial and municipal governments, in concert with community-identified leaders and priorities.” (Government of Canada, 2009).

Vibrant Communities was a pan-Canadian, action-learning initiative that supported and explored collaborative, community-driven strategies for poverty reduction. Working in 13 communities across Canada between 2002 and 2010, Vibrant Communities used a comprehensive, collaborative, asset-based approach to poverty reduction that incorporated peer learning and contributed to engagement between federal, provincial, and municipal policy makers and local civil society leaders. Policy changes were found to be a significant contributor to poverty reduction results achieved, with Vibrant Community initiatives succeeding in influencing government policies related to poverty, and expanding community involvement in the policy-making process (Gamble, 2010). Project partners are currently completing the evaluation of the first phase and exploring options for next steps.

Action for Neighbourhood Change (ANC) was a two-year action-research initiative by the federal government in five cities to explore and assess approaches to locally-driven neighbourhood revitalization. Working with local residents, not-for-profit agencies and public and private sector partners, ANC sought new, locally-based solutions for sustainable community development, with a clear policy-learning objective built into the project. ANC experimented in horizontal collaboration within the federal government, illustrated by five departments creatively using internal funding mechanisms to reduce the number of contribution agreements from five to two (Gorman, 2006). A series of 13 policy dialogues brought officials from multiple government departments together with community stakeholders to explore how government-community collaboration could be facilitated.

Community Futures is a community-based economic renewal program established by the federal government in 1985. Canada’s 269 Community Futures Development Corporations and Community Business Development Corporations (CFDCs/CBDCs) are locally governed agencies located in rural areas with a mandate to help sustain and improve communities and local economies (Community Futures Network of Canada, 2010). The longevity and success of this model make it a leading example of community engagement by the federal government in the delivery of community services.

Neighbourhoods Alive! is a revitalization program targeting specific urban neighbourhoods in Manitoba. The program’s primary vehicle of revitalization is the creation of democratically and

locally administered Neighbourhood Renewal Corporations, which receive a limited core funding budget from the province per year. The program focuses on housing and physical improvements; employment and training; education and recreation; and safety and crime prevention. Community leadership in setting priorities and carrying out projects is emphasized, and a range of project funding envelopes is designed to provide flexible support. (Manitoba Housing and Community Development, nd)

6. Impacts of and Gaps in Existing Public Policies

As the cases above illustrate, the social economy stakeholders are increasingly partnering with governments to address public policy priorities, including poverty reduction, social inclusion, local investment, employment creation, environmental sustainability, and as a mechanism to address the needs of marginalised populations.

However, the only instances of coordinated and systematic strategies to develop the social economy as a whole are in Québec or happened nationally during the federal social economy initiative. In provinces other than Québec and in other federal initiatives, measures supporting the development of the social economy are targeted to specific sectors and tend to be disconnected.

Replicating the existing supportive policies in other provinces and municipalities is one strategy for filling many of the gaps in the field. The municipal and provincial examples above are some of those policies ripe for replication and the attached policy list provides many more. The Quebec experience also provides a host of other policy vehicles, many of which could be effectively adapted for replication in the rest of Canada.

For the social economy to grow further, numerous changes to public policies are sought by leading stakeholders. The 2010 National Summit on a People-Centred Economy generated dialogue and consultation with a cross-section of 340 leaders and representatives of the CED, cooperative and social economy sectors working to build a common agenda in Canada. This group prioritized a set of recommendations based on the Summit themes:

- **Create an ongoing outreach strategy and roundtable to promote co-construction of public policy with all levels of government and civil society partners.** This would bring community and the government together for the development, evaluation and reshaping of government initiatives to meet their CED objectives and priorities and support momentum in provinces and territories towards social economy goals such as poverty reduction and sustainable development.
- **Increase people-centred finance and investment through regulatory and flexible tax measures.** Particularly to establish the Canada Impact Investment Fund, as recommended by the Canadian Task Force on Social Finance report “Mobilizing Private Capital for Public Good.” This would scale up existing regional funds and catalyze new funds to mobilize new capital for impact investing. Working with other levels of government to pilot *Social Impact Bonds* and renewable energy based Green Bonds is also suggested.
- **Develop a greater role for social enterprise in economic revitalisation strategies and in all areas of government policies and programs.** Specifically to adjust existing

programs for small and medium enterprises to allow social enterprises, including cooperatives and enterprising non-profits, better access to markets, capital, training and research and development.

- **Create a policy environment that supports procurement policy and practice of purchasing from social economy businesses.** Governments should implement social value weighting in all requests for proposals and include Community Benefit Agreements on all contracts above \$500,000 and a Living Wage requirement for all government contracts. The government should use a blended value analysis, integrating price, quality, environment, and social value, in their purchasing. Funding for the replication of effective programs, such as RISQ in Quebec, Toronto Enterprise Fund in Ontario, and Enterprising Non-Profits in BC should be available to communities across Canada.
- **Implement a federal community economic development (CED) policy framework.** Modelled on the Manitoba framework, this would include CED principles, CED objectives, and a CED lens to form the foundation for the federal government's practical support of integrated community development, building their capacity to take charge of their own development and respond to their local economic, social, and environmental needs. (2010)

6.1 The Role of International Co-operation

Canadian and Québec social economy leaders have been active in recent international forums aimed at strengthening the social economy, and continue to provide technical expertise and support the formation of national and international networks, such as the Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS). A number of social economy intermediaries including the Canadian Cooperative Association, the Canadian CED Network, the Chantier de l'économie sociale and the Groupe d'économie solidaire du Québec among others, conduct research, operate youth exchange programs, share information and resources, and conduct policy advocacy around fair trade. International cooperation organizations such as the the Centre for international studies and cooperation (CECI) and its Uniterra program have supported these networks and their work in many ways focusing both on the development of social and solidarity economy organizations, as well as the co-construction of public policies to support the social and solidarity economy.

The priority recommendation from the International Theme of the 2010 National Summit on a People Centred Economy urges the federal government to honour international commitments such as the Millennium Development Goals, to attain 0.7% of GDP on official development assistance, and integrate people-centred economy approaches, inclusive of social economy, community economic development and civil society involvement, in Canadian International Development Agency (CIDA) programs.

This recommendation was followed up by an offer of collaboration to CIDA to further discuss how these strategies could be strengthened. Such collaboration would be another step towards improving co-construction of supportive public policy that could increase the role the social economy plays in international co-operation and development.

7. Conclusions

The parallel cases of Quebec and the rest of Canada provide an illuminating contrast of the factors allowing for meaningful co-construction to take place. Differences in the recognition of the social economy as an accepted concept, the cohesion of civil society groups organized around it, and the political culture of dialogue with governments combine to create very distinct portraits. The Government of Canada is generally not as advanced as many European countries in using co-construction to develop social policy; and also in supporting the unifying structures needed to facilitate strong and inclusive civil society participation in the process. Where policies have achieved a degree of prominence at the provincial level within Canada, they are often associated with strong civil society movements, as with the federated structure of le Chantier in Quebec, and the coalition around community economic development in Manitoba (Amyot et al, 2010).

In 1996, the social economy was recognized as an integral part of Quebec's social and economic structure and the Chantier de l'économie sociale was established as a permanent structure. Since then, dialogue has continued between government and civil-society stakeholders on a wide range of public policy issues. The Chantier de l'économie sociale and the Conseil de la coopération et de la mutualité are Quebec-wide organizations that emit opinions on a variety of matters, especially when budget choices are made. In 2011, civil-society stakeholders and the Government of Quebec share the public policy priorities below and are currently working towards:

- *updating of the legal status of associations (already a concern in Osons la solidarité [Daring solidarity]);*
- *developing an official statistical picture of the social economy (already a concern in Osons la solidarité [Daring solidarity]);*
- *establishing a framework that allows adequate funding of home care services, based on the consensus that there is a need to support home care services for seniors;*
- *establishing a buy-Quebec policy by the Government of Quebec for social economy enterprises.*

Moreover, the co-construction of public policy has been an integral part of the development of Quebec's social economy since 1996. Indeed, nearly all of the measures and programs adopted by public authorities have been the result of proposals made by stakeholders.

Two key factors contributed to this dynamic. The first factor concerns the organization of stakeholders themselves. With the exception of the traditional mechanisms of the co-operative movement, a range of co-operative and membership networks, social movements and local development stakeholders have actively participated in building new forums for consultation and development, and especially in creating the Chantier de l'économie sociale. The resulting collective strength has established the movement's credibility, thus enabling it to participate fully in social dialogue. The second factor conducive to co-construction of public policy is Quebec's political culture. For decades, this culture has made room for social dialogue on a multitude of issues. This dialogue is shaped by a wide range of local, regional and Quebec-wide structures. Thus, once the social economy was recognized as an integral part of Quebec's social and economic structure, public policies could be proposed and negotiated in a range of sectors.

These two factors put Quebec well in advance of the rest of Canada. Nevertheless, both cases illustrate a dynamic relationship of community-based experimentation and innovation in response to challenges that face communities all across Canada. A particular history of organizing and co-construction in Quebec has been instructive for others in Canada, and sectoral actors outside Quebec have consciously tried to learn from these experiences and evaluate them within their context. Although social economy intermediaries in the rest of Canada are strengthening their common voice – the National Summit for a People Centred Economy was another step in this direction – the development of these relationships and accompanying institutional collaboration is a long process.

As social economy intermediaries become increasingly organized, new opportunities continue to emerge. In October 2010, the Government of British Columbia announced that it is considering amendments to the Business Corporations Act to allow for the incorporation of a new hybrid type of company which would both benefit the larger community and allow limited investor returns within the context of a traditional for-profit company. The BC Government has also named a Parliamentary Secretary for Social Entrepreneurship and earlier this year appointed an Advisory Council composed of social economy stakeholders to provide feedback on government proposals supporting social innovation (Enterprising Nonprofits, 2011).

Late in 2010, Ontario’s modernized Not-for-Profit Corporations Act received royal assent, easing rules regulating the commercial activities of non-profits. To further strengthen its relationship with the non-profit sector, the Ontario Government’s Partnership Project Report was released in March 2011, including a recommendation to work “with the Government of Canada and Canadian financial institutions to address regulatory and legal barriers to social innovation, and make a range of social financing tools available to Ontario’s not-for-profit sector.” (Government of Ontario, 2011).

The Government of Nova Scotia recently released jobsHere, a roadmap to grow the economy by encouraging innovation, competition, and skills development. The Plan also recognizes that social enterprises play an important role in Nova Scotia’s economic prosperity and outlines its commitment to improve access to capital and small-business support programs for social enterprises while developing a better understanding of their impact in the province.

Nationally, at the end of 2010, the Canadian Task Force on Social Finance released its report, making seven recommendations, including to “mobilize new sources of capital, create an enabling tax and regulatory environment, and build a pipeline of investment-ready social enterprises.” (Canadian Task Force on Social Finance, 2010). The Task Force’s report was referred to in the 2011 federal budget, suggesting that the recommendations were making headway within government.

These developments indicate that opportunities continue to emerge for engagement and dialogue with governments at both the federal and provincial levels around policy development that is more supportive of the social economy.

For sustained progress to be made, however, opportunities once seized must be institutionalized and rooted deeply enough to survive subsequent changes in leadership or government. With significant success on this in Québec, Canadian social economy intermediaries can build on these leading examples to encourage other provinces and the federal government to follow.

Bibliography

- Action for Neighbourhood Change. (nd). Information retrieved from <http://www.anccommunity.ca>
- AGRTQ et CSMO-ESAC (2002). *Manuel de développement de projet, 01-2002 « Programmes et subventions »*.
- Amyot, S., Downing, R. and Tremblay, C. (2010). *Public Policy for the Social Economy: Building a People-Centred Economy in Canada*, Victoria: Canadian Social Economy Hub http://www.socialeconomyhub.ca/sites/default/files/PublicPolicyPaper3_0.pdf
- Bakopanos, E. (2005). *What We Need to Know About the Social Economy - A Guide for Policy Research*, (Preface) Policy Research Initiative, Government of Canada.
- Bradford, N. (2009). *Canadian Social Policy in the 2000s: Bringing Place In*. Ottawa: Canadian Policy Research Networks.
- Brock and Bulpitt (2007). *Encouraging the Social Economy through public policy: The relationship between the Ontario government and Social Economy organizations*. Paper presented at annual meetings of the Canadian Political Science Association, University of Saskatchewan Saskatoon, Saskatchewan.
- Bouchard, M et al. (2008). *Modèle québécois de développement et gouvernance : entre le partenariat et le néolibéralisme?*, Cahier de l'ARUC-ÉS, C-09-2008, p. 13.
- Bouchard, Marie J. et Lévesque, B. (2010). *Économie sociale et innovation. L'approche de la régulation, au cœur de la construction québécoise de l'économie sociale*, Communication aux Xe rencontres du Réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire, Luxembourg 3-4 juin 2010. Copublication Chaire de recherche du Canada en économie sociale et Centre de Recherche sur les innovations sociales (CRISES)
- Cabaj, M. "CED and Social Economy in Canada: A People's History" in *Making Waves*, Vol. 15, No. 1, 2004. <http://www.cedworks.com>
- Canadian Social Economy Hub, Information retrieved from <http://www.socialeconomyhub.ca>
- Canadian Task Force on Social Finance. (2010). *Mobilizing Private Capital for Public Good*. Toronto: Social Innovation Generation. Retrieved from: http://socialfinance.ca/uploads/documents/FinalReport_MobilizingPrivateCapitalforPublicGood_30Nov10.pdf
- Charron, A. (2010). *The Community Economic Development Sector and Progressive Policy Change in Manitoba*, Ottawa: The Canadian CED Network
- Chernoff, A. (2008). *Creating Capital Pools to Support Social Enterprise Development in Manitoba*, Canadian CED Network, retrieved from <http://www.ccednet-rcdec.ca>
- Community Futures Network of Canada. (2010). *Annual Review 2010*, retrieved from <http://www.communityfuturescanada.ca/en/Publications/tabid/58/Default.aspx>

- Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, Information retrieved from *Mission du CQCM* <http://www.coopquebec.coop>
- Co-operatives Secretariat Canada. Information retrieved from <http://www.agr.gc.ca>
- Direction des coopératives, ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, *Politique de développement des coopératives*, 2003, p. 8.
- Entente de partenariat 2010-2011 et 2011-2012 entre le Ministre du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité relativement au développement des coopératives, juillet 2010.
- Enterprising Nonprofits. (2011). "BC Advisory Council on Social Entrepreneurship" <http://www.enterprisingnonprofits.ca/enpupdate/bc-advisory-council-social-entrepreneurship>
- Gamble, J. (2010). *Evaluating Vibrant Communities, 2002-2010*. Waterloo: Tamarack Institute for Community Engagement http://www.vibrantcommunities.ca/downloads/vc/VC_Evaluation.pdf
- Gorman, C. (2006). *Government and Communities: Strengthening Neighbourhoods Together*. Ottawa, Caledon Institute of Social Policy <http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/593ENG.pdf>
- Government of Canada. (2009). *In From The Margins: A Call To Action On Poverty, Housing And Homelessness*, The Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, Report of the Subcommittee on Cities
- Government of Canada. (2010). "The Constitutional Distribution of Legislative Powers." Privy Council Office, retrieved from <http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/index.asp?lang=eng&page=federal&sub=legis&doc=legis-eng.htm>
- Government of Manitoba. (2010). "First-of-its-kind Tax Credit To Spur Co-op Development: Irvin-Ross" News Release, October 1, retrieved from http://news.gov.mb.ca/asset_library/en/newslinks/2010/10/Co-OpCredit.CD.FI.doc
- Government of Nova Scotia, (2011). Information retrieved from <http://www.gov.ns.ca/econ/cedif/>
- Graham, A. (2009). *Case Study: The Vancouver Agreement*. School of Policy Studies. Queen's University, Kingston, Canada
- Government of Ontario. (2011). *The Partnership Project: An Ontario Government Strategy to Create a Stronger Partnership with the Not-For Profit Sector*. Retrieved from: http://partnershipproject.ca/ClientFiles/3ce92ae6-c4d6-4acf-a5d7-b1c17469f36c/MCI_Partnership_Project_accessible_030211.pdf
- Hall, M., Barr, C., Easwaramoorthy, S. and Salamon, L. (2005). "The Canadian Nonprofit and Voluntary Sector in Comparative Perspective." Toronto: Imagine Canada et Johns Hopkins University.

- Hellier, R. (nd). *The Birth of a Green Energy Culture in Canada*, retrieved from <http://www.lead.org/page/543>
- Imagine Canada. (2010). Information retrieved from: <http://www.imaginecanada.ca/node/32>
- Kain, J., Sharkey, E., and Webb, R. (2010). *Municipal Government Support of the Social Economy Sector*, BC-Alberta Social Economy Research Alliance and the Northern Ontario, Manitoba, and Saskatchewan Regional Node of the Social Economy Suite
- LeBlanc, A., Zeesman, A., Halliwell J. (2006), *The Government of Canada and the Social Economy*, Horizons –Policy Research Initiative, Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, Government of Canada, Vol. 8, No. 2, February.
- Lévesque, B., Mendell, M. (1999). *L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche*. Cahiers du CRISES, Collection « Working Papers », Études théoriques, No ET9908.
- Lévesque, B., Mendell, M. (2005). “The Social Economy: Diverse Approaches and Practices” in *Journal of Rural Cooperation*, Vol. 33, No. 1, pp. 22-45
- Lévesque, B. (2007). “Un siècle et demi d'économie sociale au Québec : plusieurs configurations en présence (1850-2007)” Cahier de l'ARUC-ÉS, No. C-15-2007 <http://www.aruc-es.uqam.ca/Portals/0/cahiers/C-15-2007.pdf>
- Lévesque, B. (2011), « La reconnaissance de l'économie sociale au Québec : un long parcours qui n'arrive à maturité qu'au tournant du XXI^e siècle », in Marie Bouchard (Dir.), *L'économie sociale, vecteur d'innovation. L'expérience du Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec (à paraître).
- Lewis, M. (2004). “The End of the Beginning” in *Making Waves*, Vol. 15, No. 1
- Loxley, J. and Simpson, D. (2007). *Government policies towards community economic development and the Social Economy in Quebec and Manitoba*. Report prepared for the Northern Ontario, Manitoba, and Saskatchewan Regional Node of the Social Economy Suite.
- Loxley, J. (2010). *Aboriginal, Northern and Community Economic Development*. Winnipeg: Arbeiter Ring.
- MacPherson, I. (2009). *A Century of Cooperation*. Ottawa: Canadian Cooperative Association.
- Manitoba Cooperative Association. (2010). Co-op Connections Newsletter. Vol. 1, Issue 1, June.
- Manitoba Housing and Community Development. (nd). “What is Neighbourhoods Alive?” information retrieved from <http://www.gov.mb.ca/housing/neighbourhoods/>
- Mason, M. (2007). *Collaborative Partnerships for Urban Development: A Study of the Vancouver Agreement*. Environment and Planning A, Vol. 39, pp 2366-2382.
- McMurtry, J.J. (ed.) (2010). *Living Economics: Canadian Perspectives on the Social Economy, Co-operatives, and Community Economic Development*. Toronto: Emond Montgomery.

- Méthé, M-H. (dir.), (2008). *Oser la solidarité! L'innovation sociale au cœur de l'économie québécoise*, FIDES, p. 30-31. (157 p.)
- Ministère des Affaires Municipales des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Information retrieved from *Responsabilité gouvernementale* <http://www.mamrot.gouv.qc.ca>
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).
Information retrieved from <http://www.mdeie.gouv.qc.ca>
- National Summit Steering Group. (2011). *2010 National Summit on a People-Centred Economy - Priority Recommendations*, retrieved from www.ccednet-rcdec.ca
- Neamtan, N. (2008). *L'apport de l'économie sociale au développement économique du Québec*. Conférence donné à Mexico, Lors du forum international *Apport de l'économie sociale et solidaire au développement du Mexique. Législation et politique publique*, 19 au 22 février 2008.
- One World Inc. (2008) *Leading and making a difference in Manitoba – the co-op way - A strategy for developing and maintaining Manitoba's cooperative community*, Manitoba Cooperative Association.
- Ontario Sustainable Energy Association. (nd). Information retrieved from:
<http://www.ontariosea.org>
- Payne, C. (2011). Government of Nova Scotia, Finance Department, personal interview
- Perry, S. & Loewen, G. (2009). "Equity Tax Credits as a Tool of CED -A Comparison of Two Local Investment Incentive Programs," in *Making Waves*, Vol. 20, No. 3.
- Quarter, J., Mook, L., Armstrong, A. (2009). *Understanding the Social Economy: A Canadian Perspective*. Toronto: University of Toronto Press.
- Salamon, L. (2007). *Non-profit advocacy: What do we know?* John Hopkins Center for Civil Society Studies.
- Salamon, L., S. Sokolowski, et al. (2003). *Global civil society: An overview*. Baltimore, John Hopkins Center for Civil Society Studies.
- Sharkey, E., Legassie, J. and McElroy, R. (2010). *Canadian Social Economy Research Partnerships Content Analysis of Research*. Victoria: Canadian Social Economy Hub.
http://www.socialeconomyhub.ca/sites/default/files/June_2010_CSERP_Research_Table.doc
- Vaillancourt, Y. (2008). *Social Economy in the Co-Construction of Public Policy*, Occasional Paper Series, No. 3, July 2008. Victoria: Canadian Social Economy Hub.
<http://www.socialeconomyhub.ca/sites/default/files/CSEHubOP3YvesVaillancourt.pdf>
- Vaillancourt, Y. (2010). "The Social Economy in Québec and Canada: Configurations Past and Present" in McMurtry, JJ (ed.), *Living Economics*. Toronto: Edmond Montgomery.

- Vaillancourt, Y (Forthcoming in 2011). "Third Sector and the Co-Construction of Canadian Public Policy", in V. Pestoff, T. Brandsen & B. Verschuere (Eds), *New Public Governance, the Third Sector and Co-Production*, New York: Routledge.
- Vaillancourt, Y., Thériault, L. (2008). *Social Economy, Social Policy and Federalism in Canada*, Occasional Paper Series, No. 4, July, 2008. Victoria: Canadian Social Economy Hub. <http://www.socialeconomyhub.ca/sites/default/files/CSEHubOP4VaillancourtTherault.pdf>
- Vibrant Communities, Information retrieved from <http://www.vibrantcommunities.ca>
- Western Economic Diversification Canada. (2010). *Evaluation of Urban Development Agreements – Vancouver*, retrieved from <http://www.wd.gc.ca/eng/12538.asp>
- Winnipeg Food Policy Working Group. (2011). Retrieved from <http://www.winnipegfoodpolicy.org>
- Zeesman, A. (2006). *Social Development Canada Lays the Foundation for the Federal Strategy on the Social Economy*, Horizons –Policy Research Initiative, Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, Government of Canada, Vol. 8, No. 2, February

Appendix: Summary Table of Key Public Policies

Québec

| Sujet | Acteurs de la société civile | Rôle joué par la société civile | Nature du projet ou de la recommandation présentée par la société civile | Acteurs de l'État | Rôle joué par l'État | Politiques publiques adoptées ou organisme créé et année d'adoption | Résultats terrain | Thématiques du FIESS touchées ⁷ |
|---|---|---|---|---|--|---|---|--|
| Services de garde | Concertation régionale des garderies du Québec (1997) À partir de 2003 Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ) | Dépôt d'un projet dans la cadre du Sommet de 1996 | Projet pilote pour expérimenter la formule de centre intégré regroupant des services de garde en installation, une agence de services de garde en milieu familial, une halte-garderie, une joujouthèque et des services de garde à domicile | Ministère de la Famille et des Aînés | Financement et encadrement | Politique familiale 1997 Cette politique comprend notamment une contribution financière de l'État à l'achat du service de garde. | 203 000 places en 2010 (55 000 places en 1997) 40 000 emplois 950 corporations 15 000 services de garde en milieu familial | 2 et 1 |
| Aide domestique | Groupe de travail sur l'ÉS Aujourd'hui : trois réseaux d'entreprises | Dépôt d'un projet dans la cadre du Sommet de 1996 | Création d'un réseau d'entreprises d'aide à domicile présentes partout au Québec | Ministère de la Santé et Services sociaux | Achat de services par des instances locales et régionales auprès des entreprises | Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD) 1997 Le programme couvre une partie du coût d'achat du service d'entretien ménager, selon le niveau de revenu du client. des entreprises collectives | 101 entreprises 6 000 employés 76 000 clients, dont 80 % ont 65 ans et plus, 5 M d'heures de services par année | 2 et 1 |
| Réseautage, représentation, promotion et développement de | Groupe de travail sur l'économie sociale | Présentation d'une recommandation dans le rapport « Osons la solidarité » | Création d'une structure de suivi afin de poursuivre le travail de reconnaissance et de développement de l'ÉS, d'assurer le suivi des projets déposés au sommet de 1996 | Ministère du Conseil exécutif | Financement de base du Chantier | Incorporation en 1997, assemblée générale de fondation en 1999 | Création du Chantier de l'économie sociale | 2, 1 et 3 |

⁷ Thématiques 1) Territoire et développement local, 2) Innovation et entrepreneuriat collectif, 3) Finance et commerce solidaires, 4) Emploi et travail, 5) Sécurité et souveraineté alimentaires

| Sujet | Acteurs de la société civile | Rôle joué par la société civile | Nature du projet ou de la recommandation présentée par la société civile | Acteurs de l'État | Rôle joué par l'État | Politiques publiques adoptées ou organisme créé et année d'adoption | Résultats terrain | Thématiques du FIESS touchées 7 |
|---|---|--|---|---|---|---|--|------------------------------------|
| l'économie sociale | | | | | | | | |
| Soutien aux entreprises | Groupe de travail sur l'ÉS | Présentation d'une recommandation dans le rapport « Osons la solidarité » | Accroître le soutien à l'entrepreneuriat collectif en consolidant les organismes ayant déjà cette vocation et en créant des mesures favorisant la mise en réseau des entreprises d'économie sociale et de nouvelles formes de partenariat avec les secteurs privé et institutionnel | MDEIE | Financement et suivi des résultats | Politique de soutien au développement local et régional 1997 | 120 CLD et 13 CDEC dont certaines ont le mandat CLD présents partout sur le territoire du Québec et ayant une obligation de résultat en économie sociale Dotation de chacun des CLD d'une enveloppe réservée à l'économie sociale De 1998 à 2006, 99 M\$ ont été investis dans 4600 entreprises créant ou consolidant 39 000 emplois Création d'un Fonds de développement de la métropole pour la métropole en 2007 | 1 |
| Capitalisation des entreprises | Groupe de travail sur l'ÉS (1996) Suivi : Chantier de l'économie sociale | Conception, mise en place et gestion courante d'un fonds d'investissement dédiés exclusivement aux entreprises collectives | Mettre sur pied un fonds de capitalisation qui sera le levier financier dont les entreprises d'économie sociale ont besoin pour avoir accès au marché financier traditionnel | MAMROT | Participation au Conseil d'administration du RISQ | 1997 | Création du RISQ grâce à une capitalisation initiale de 10M\$ venant à 50% du Gouvernement et à 50% de dons entreprises privées En date de décembre 2009, 13 M\$ investis dans 577 projets | 3 |
| Formation de la main-d'œuvre | Groupe de travail sur l'ÉS Suivi : CSMO-ÉSAC | Vœux exprimés dans le rapport « Osons la solidarité » | Consacrer plus d'efforts à la formation de la main-d'œuvre en emploi | Emploi Québec (Services publics d'emploi) | Financement et participation au Conseil d'administration du CSMO-ÉSAC | 1998 | Création d'un CSMO consacré spécifiquement à l'ÉS et à l'action communautaire | 4 |
| Reconnaissance et développement de l'économie sociale | Chantier de l'économie sociale | Négociation des paramètres du plan d'action | Plan d'action global pour le développement de l'économie sociale | 8 ministères | Soutien financier et coordination des interventions | Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif 2008 | Plus grande reconnaissance et institutionnalisation en région avec les pôles régionaux | 1 et 2 |

| Sujet | Acteurs de la société civile | Rôle joué par la société civile | Nature du projet ou de la recommandation présentée par la société civile | Acteurs de l'État | Rôle joué par l'État | Politiques publiques adoptées ou organisme créé et année d'adoption | Résultats terrain | Thématiques du FIESS touchées ⁷ |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| Développement des coopératives | Conseil québécois de la coopération et de la mutualité | Négociation des paramètres de la politique | Adopter un plan d'action pour le développement des entreprises coopératives | MDEIE | Soutien financier et suivi des mesures | Politique de développement des coopératives 2003 | Soutien aux fédérations sectorielles de coopératives et aux Coopératives de développement régional (CDR) | 1 et 2 |
| Capitalisation des entreprises | Chantier de l'économie sociale auquel se sont joints les fonds de travailleurs | Mobilisation de la SC pour demander l'accès à un outil de capitalisation pour les entreprises d'ÉS. Participation des fonds de travailleurs à la capitalisation de la Fiducie FSTQ ⁸ 12 M\$ Fondation 8 M\$ | Mettre sur pied un outil permettant aux entreprises de se capitaliser | Développement économique Canada (DEC) (fédéral) Gouvernement du Québec (provincial) | Mise de fonds de 23 M\$ par DEC et investissement de 10 M\$ par Gouvernement du Québec Participation au Conseil des fiduciaires | 2006 | Création de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale 17,2 M\$ investis depuis 2007 dans 55 entreprises créant ou consolidant 1510 emplois | 3 |
| Habitation communautaire | Coalitions conjoncturelles des groupes suivants : AGRTQ ⁹ , CQCH, RQOH, FRAPRU, FLHLMQ, RAPSIM | Promotion des besoins en logements sociaux et communautaires, participation à la définition et au suivi des programmes de soutien au développement du logement social et communautaire. | Réalisation de 50 000 logements communautaires et reconduction et adaptation des programmes gouvernementaux sur une base pluriannuelle. | Société d'habitation du Québec Société canadienne d'hypothèque et de logement | Développement de programmes d'aide financière à la pierre et à la personne et garanties de financement. | Accès logis 1997 (SHQ) Fonds québécois d'habitation communautaire 1997 Société Canadienne d'hypothèque et de logement | 57 000 logements communautaires existant au Québec créés grâce à différents programmes dont Accèslogis. | 1 et 2 |
| Environnement Gestion de matières résiduelles Autres enjeux environnementaux | Gestion de matières résiduelles : Regroupement des entreprises d'économie sociale en gestion de matières résiduelles | Gestion de matières résiduelles : créer des emplois dans le respect des 3RV et favoriser l'atteinte des objectifs gouvernementaux. Autres : participer aux débats publics | Gestion de matières résiduelles : assurer la place des entreprises d'économie sociale dans la politique gouvernementale de Responsabilité élargie des producteurs et permettre aux municipalités de réaliser des ententes de gré à gré avec les | Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs Ministère des Affaires municipales et | Gestion de matières résiduelles | Programme d'aide aux entreprises d'ÉS œuvrant dans la gestion des matières résiduelles Loi des cités et villes Politique québécoise de développement | Financement d'entreprises d'économie sociale Ententes de gré à gré avec des municipalités Évaluation des institutions publiques en fonction de l'atteinte des objectifs de développement durable (Vérificateur général du Québec) | 1 et 2 |

⁸ FSTQ : Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Fondation : Fonds de la Centrale des syndicats nationaux

⁹ Association des groupes de ressources techniques du Québec, Confédération québécoise des coopératives d'habitation, Réseau québécois des OSBL d'habitation, Front d'action en réaménagement urbain, Fédération des locataires de hlm du Québec, Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

| Sujet | Acteurs de la société civile | Rôle joué par la société civile | Nature du projet ou de la recommandation présentée par la société civile | Acteurs de l'État | Rôle joué par l'État | Politiques publiques adoptées ou organisme créé et année d'adoption | Résultats terrain | Thématiques du FIESS touchées 7 |
|--|--|--|---|--|--|--|--|------------------------------------|
| | Autres : Équiterre, Nature Québec | entourant les enjeux énergétiques ainsi que ceux liés à la gestion de l'eau, des gaz à effet de serre, du développement durable et de la consommation responsable. | entreprises d'économie sociale. Autres : une politique énergétique et de consommation responsable dans le respect des principes du développement durable | de l'Occupation du territoire | | durable | | |
| Médias communautaires | Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ) | Représentation du secteur auprès des interlocuteurs gouvernementaux | Soutien aux médias communautaires par l'achat de publicité | Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) | Reconnaissance et soutien aux médias communautaires | Engagement gouvernemental à effectuer 4% de ses placements publicitaires dans les médias communautaires | 2.8 % de placements publicitaires gouvernementaux effectués dans les médias communautaires | 1 et 2 |
| Insertion sociale | Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ) | Négociation d'une entente cadre | Soutien aux entreprises d'insertion | Emploi-Québec (services publics d'emploi) | Financement de postes d'insertion et de la formation | Entente cadre sur les entreprises d'insertion | 47 entreprises, 470 emplois permanents, plus de 3000 postes d'insertion, chiffre d'affaire annuel 78M\$ | 4 et 2 |
| Emplois pour les personnes handicapées | Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA) | Réseautage, promotion, financement, formation et négociation des modalités des politiques publiques | Subvention salariale permettant l'embauche des personnes handicapées | Office des personnes handicapées (de 1978 à 2005) Emploi Québec (services publics d'emploi) | Financement des postes pour compenser la productivité réduite liée au handicap | Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, 1978 Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien à l'emploi des personnes handicapées, 2008 | 45 entreprises, 4500 emplois permanents dont 3500 personnes handicapées, 170 millions \$ en revenus annuels, 110 millions \$ de masse salariale. | 4 et 2 |
| Recherche | Chercheurs, Chantier de l'économie sociale et plusieurs de ses membres | Dépôt d'une demande dans le cadre d'un appel de projet lancé par le (CRSH) | Mise en place d'un réseau de recherche partenariale | CRSH | Financement de la structure de recherche partenariale | 2000 | Création de l'ARUC-ÉS, suivi en 2005 d'un réseau territorial de recherche partenariale | 2 |

Federal and other Provinces

| Subject (Jurisdiction) | Civil Society Actors | Role played by Civil Society | Nature of project or recommendation presented by civil Society | Government /state Actors | Role Played by the state / government | Policies adopted or public agency created and year of adoption | Results | FISS themes affected |
|---|--|--|--|--|---|--|--|-----------------------------|
| Co-op Development (Canada) | Canadian Co-operative Association (CCA) Conseil canadien de la coopération et de la mutualité (CCCM) | Lobbied for program | Manage Advisory Services | Co-op Secretariat | Funding Manage Research and Knowledge Development | Co-op Development Initiative (CDI) 2003, 2010 Agricultural- CDI (Ag-CDI) 2006-09 | supported 1,500+ co-op projects helped create 200+ new co-operatives. Supported 60+ agricultural co-ops | 2,4 &5 |
| Urban Revitalization (Canada in partnership with provincial and municipal govts) | Civil Society organizations in each city on committees and task forces | Community organizations involved in committees and task forces as part of implementation | Long term funding & 3 levels of government and community organizations collaborating on broad issues such as inner city revitalization, strengthened innovation or sustainable economic development. | Western Economic Diversification Canada, in partnership with provincial and municipal gov's | All levels of government involved with municipal gov. taking the lead | Urban Development Agreements 2000 & 2005 Vancouver Winnipeg, Edmonton, Regina, Saskatoon and previously Victoria | 5 cities benefit Vancouver Winnipeg, Edmonton, Regina, Saskatoon and Victoria | 1 |
| Community Economic Development (Manitoba) | An unstructured web of Community groups and CED sector including CCEDNet Manitoba, Manitoba branch of the Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA), Aboriginal groups and others | Active consultation and dialogue | Departments evaluate programs by Neechi principles & id CED opportunities | Community and Economic Development Committee of Cabinet (CEDC) | Primary driving force | Manitoba CED Policy Framework & CED Lens 2001 | procurement policy, - government joined Social Purchasing Portal, Aboriginal Procurement Initiative, Hydro Northern Training and Employment Initiative | 1,2 |
| Community revitalization & CED in high needs communities (Manitoba) | | Implementation through consultation with residents and in partnership with community organizations Makes some decisions on funding allocations through a Small Grants Fund. | Five-year core funding to democratic and locally governed Neighbourhood Renewal Corporations to coordinate neighbourhood revitalization efforts around a community-designed five-year strategic plan. Complemented by other project-based funding components. | Manitoba gov. committee of ministers of Intergovernmental Affairs, Justice, Family Services And Housing, Aboriginal and Northern Affairs, and Education and Training | Funder Makes final decisions on funding allocations | Neighbourhoods Alive! 2000 - long-term, community based, social and economic development strategy. | \$30 mill to 400+ CED projects in designated neighbourhoods in Manitoba's three largest cities, including Winnipeg, Brandon and Thompson | 1,2,4 |

| Subject (Jurisdiction) | Civil Society Actors | Role played by Civil Society | Nature of project or recommendation presented by civil Society | Government /state Actors | Role Played by the state / government | Policies adopted or public agency created and year of adoption | Results | FISS themes affected |
|--|---|--|---|--|---|---|--|-----------------------------|
| Financing CED (Manitoba) | | | | Manitoba Agriculture, Food and Rural Initiatives (MAFRI) | Set up fund and 30% tax credit to facilitate raising investment equity for community based enterprises | CED Tax Credit 2004 | \$1.9 mill invested in 12 community enterprises by 2009 | 2,3 |
| Financing rural CED (Manitoba) | | | | Manitoba Agriculture, Food and Rural Initiatives (MAFRI) | -Gives rural Community Development Corporations loan pools for micro-lending to rural businesses, including co-ops. -Provides technical assistance and loan guarantees to rural and northern business -core funding of 7 RDCs | -Community Works Loan Program, - Rural Economic Development Initiative (REDI), - Regional Development Corporations (RDCs) | - 7 Rural communities support business, start-up or expansion, local gov't CED & regional promotion, | 2,3,4 |
| Financing rural CED (Manitoba) | | | | Manitoba Aboriginal and Northern Affairs. | Established Crown Corporation to Provides loans to northern businesses (mostly small entrepreneurs but some CDCs and community-owned enterprises in Manitoba's north and fisheries | Communities Economic Development Fund (CEDF) | Additional \$20 mill used to benefit CED organizations and social enterprises | 2,3,4&5 |
| Co-op Development & capacity building funding (Manitoba) | Manitoba Co-op Association and Manitoba co-ops and Economic Development Council | Joint policy development and administering tax credit, co-ops invest | A Co-op Development Tax Credit | Housing and Community Development | Joint Cooperatives Partnership Table for policy development, provide tax credit | Co-op Development Tax Credit 2010 | | 1,2,3&4 |

| Subject (Jurisdiction) | Civil Society Actors | Role played by Civil Society | Nature of project or recommendation presented by civil Society | Government /state Actors | Role Played by the state / government | Policies adopted or public agency created and year of adoption | Results | FISS themes affected |
|--|---|--|---|--|---|--|--|-----------------------------|
| | <i>for Manitoba Bilingual Municipalities (CDEM), CCEDNet Manitoba</i> | | | | | | | |
| <i>Local investment in local business development (Nova Scotia)</i> | <i>Nova Scotia citizens' advisory group</i> | <i>Made policy recommendations</i> | <i>Tax incentives to promote investment in community-based local business</i> | <i>Nova Scotia Finance Dep't, Dep't of Economic Development and Tourism, & Securities Commission,</i> | <i>-public consultations '96-'98 -developed and passed CEDIF regulation and exemption</i> | <i>-Equity Tax Credit (ETC) 1993 -CED Investment Fund (CEDIF) 1999</i> | <i>After 11 years 46 CEDIFs created 4,500 + community members have invested \$36.5 mill</i> | <i>1,2,3&4</i> |
| <i>Community-based alternative energy (Ontario)</i> | <i>Ontario Sustainability Energy Association (OSEA) of 1,500 Ontario Green Energy Act Alliance of 4,000</i> | <i>provided government with rationale & technical info & mobilized the public & industry</i> | <i>program to contract with small or community-based renewable power projects</i> | <i>Ontario Ministry of Energy and Infrastructure, Minister & Premier & Ontario Power Authority (OPA)</i> | <i>Premier green agenda and appointed effective minister, Minister receptive & active, OPA Created program based on recommendations</i> | <i>Ontario's Green Energy and Economy Act 2009</i> | <i>2400 small scale applications, for 5000 MW, program recovered cost in 2 yrs, 50,000 new jobs anticipated in 1st 3 yrs</i> | <i>1,2,3&4</i> |
| <i>Capitalization of Social Enterprise and social housing (Edmonton)</i> | <i>Edmonton Community Foundation, & United Way</i> | <i>Partnered with City, \$3mill for capitalization, developed governance structure, sit on board</i> | <i>patient capital loan fund to support social enterprise</i> | <i>City of Edmonton, Community Services Dep't</i> | <i>Original Needs Assessment, Partnered with ECF, \$3mill for capitalization, developed governance structure, sit on board</i> | <i>Edmonton Social Enterprise Fund through a Part Nine (Nonprofit) Company</i> | <i>patient capital to non-profits for social enterprises & social or affordable housing projects: bridge financing, "path-to-loan" grants, and technical assistance grants</i> | <i>1,2,3,4</i> |